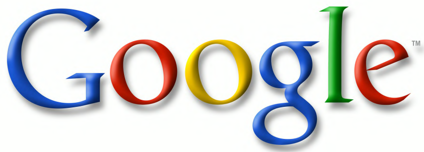
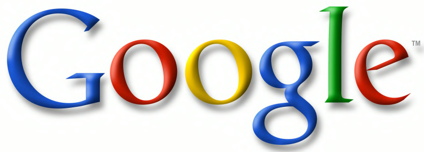





SE TAIRE ET FAIRE









[redacted]

LE TRAVAIL

BASE DE LA

SYNTHÈSE DE L'HISTOIRE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

Eugène Cavaignac, 2 vol. in-18. Lacroix et Verboeckhoven.

Histoire de la chute du second Empire, 1 vol. in-8°. Lacroix et Verboeckhoven.

Quelques vues sur la Révolution, brochure. Le Chevalier.

Paris. — Imprimerie Moderne (Barthier, dr), rue J.-J.-Rousseau, 61

[redacted]

CONFÉRENCE

FAITE A L'HOTEL DE VILLE DE MELUN, LE 22 AVRIL 1873

LE TRAVAIL

BASE DE LA

SYNTHÈSE DE L'HISTOIRE

par

AUGUSTE DESCHAMPS

« Le travail, c'est la vie. »
(MIRABEAU.)

PARIS
ALBERT LACROIX ET Ce, ÉDITEURS
13, RUE DU FAUBOURG MONTMARTRE
1873



[redacted]

I.

Tout dans la nature est travail. Dans l'immensité des cieux, dans l'atmosphère qui nous enveloppe, au sein des ondes, dans les entrailles de la terre et à sa surface, chez tous les végétaux qu'elle produit, chez tous les animaux qui la peuplent, et en nous-mêmes, s'accomplit un travail régulier, incessant, et, s'il arrivait que ce travail s'arrêtât, totalement ou partiellement, notre planète subirait des transformations plus ou moins grandes et dont sauraient à peine nous donner une idée les transformations quelle a subies déjà. Je n'ai pas à vous exposer ici ce travail de la nature. Mon objet est de vous entretenir de l'homme seulement, et de vous montrer, non pas comment l'homme vit, comment il pense, comment il agit, mais comment se manifestent sa vie, sa pensée, son action; en un mot comment et dans quelles conditions il travaille.

Le travail étant la loi générale de la nature, l'homme, qui fait partie de la nature, ne pouvait échapper à cette loi. Non-seulement la nature ne lui donne pas d'elle-même ses produits et il faut, pour pourvoir à ses besoins, qu'il les lui arrache, mais il est entouré de forces destructives qui combattent incessamment con-

tre lui. Par compensation, l'homme est de tous les êtres animés le mieux organisé pour la lutte. Il a, en effet, avec la force, les organes les plus propres à l'exercer et l'intelligence qui lui apprend à en faire le meilleur usage possible ; et à l'instinct qui lui indique ses besoins, il joint la raison qui sert à les régler.

Dans ce combat pour la vie, l'homme ne peut triompher que par l'effort, par la fatigue. En d'autres termes, le travail est pénible. Mais constitue-t-il un châtiment? Assurément non. Il est dit dans la Bible. — « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front. » — Mais la sueur de notre front est dans la nature, et bien des milliers d'années avant le temps où la Bible fut écrite, l'homme préhistorique suait en taillant dans le silex ses hâches, ses javelots et ses couteaux et en luttant contre les mammouths énormes et les éléphants gigantesques. On ne comprendrait pas aisément, d'ailleurs, que les vaisseaux qui secrètent la sueur et en permettent l'excrétion, aient été ajoutés après coup sous l'épiderme humain. Et cependant, c'est des paroles de la Bible que l'on s'est autorisé et que l'on s'autorise encore pour affirmer que le travail est une peine, un châtiment, un signe d'infériorité, une marque de servitude. Cette idée funeste, d'où sont sortis l'esclavage, le servage, l'abaissement de l'être humain, n'est rien moins que fondée.

Il est incontestable que le travail est pénible, mais il est indispensable qu'il le soit. Si l'on doit ménager avec soin les forces de l'enfant pour que sa croissance s'accomplisse sans entraves et que son développement musculaire se fasse en toute liberté, l'homme fait, au contraire, a besoin, par sa constitution même, d'exercer ses muscles, de fatiguer son corps, et, s'il reste dans l'inaction, il s'empâte, s'affaisse, dépérit, meurt. Ce

besoin est tellement vrai, et, du reste, tellement senti, que l'homme qui ne travaille que de son intelligence et non pas de son corps, cherche à suppléer à ce dernier travail par les exercices violents : la gymnastique, la promenade, l'équitation , la chasse , la pêche , les jeux qui demandent du mouvement. Nous sommes faits pour l'action. En travaillant , non-seulement nous assurons notre existence et nous nous affranchissons de la nature, mais nous fortifions en nous-mêmes le principe de la vie et , du même coup , l'intelligence; et la fatigue que nous nous donnons, la peine que nous subissons n'est plus, en quelque sorte, que l'assaisonnement du contentement qui remplit tout notre être. A l'inverse, l'oisif et le paresseux, se mettant en dehors des lois de la nature, tombent en proie aux passions animales, aux maladies, au découragement, à l'abêtissement, à une fin prématurée. (1)

Vous voyez déjà que le travail est une nécessité pour l'homme, qui ne peut subsister sans travailler, et que le caractère pénible du travail est pour lui, non un châtiment, mais le moyen même de sa conservation.

Mais l'homme n'est pas que matière, il est esprit aussi et volonté libre. (2) Or, ce n'est que dans le travail intellectuel ou manuel que l'homme peut trouver

(1) Voir l'excellent petit livre de M. le docteur Bouchardat : *Le Travail, son influence sur la santé.*

(2) Quelles que soient les influences que puissent exercer sur chaque individu sa constitution physique particulière, la nature de son tempérament, les tendances spéciales que ses ancêtres lui ont transmises, etc., toujours est-il qu'il conserve son libre arbitre à un degré suffisant pour lutter contre ces influences diverses et demeurer responsable de ses actes.

le plein exercice de sa volonté. Le travail n'est donc pas seulement de nécessité externe, mais encore d'ordre moral et libre. En même temps qu'il est imposé par la nature, il est prescrit par la raison comme condition *sine qua non* du progrès humain. D'où cette conséquence indiscutable qu'il est un devoir, devoir étroit auquel il n'est permis à personne de se soustraire.

Ce devoir existe pour l'homme et envers lui-même et envers ses semblables. Sa volonté étant libre, il est évidemment susceptible de perfectionnement où de dégradation, selon qu'il l'emploie au bien ou au mal, selon qu'il use, pour travailler à sa propre conservation et à celle de ses semblables, de l'outillage dont la nature l'a doué : la force physique, les sens, l'intelligence, la mémoire, la raison, ou que, s'abandonnant à l'oisiveté, il le laisse se perdre.

Que deviendraient le monde, les sociétés, les individus, si la paresse, l'oisiveté, l'extase, paralysaient les corps et les esprits, si l'homme demeurait inerte au milieu de ce monde extérieur où rien ne le sert sans qu'il intervienne par son action? Où en seraient la morale, qui ne progresse qu'avec le développement de la liberté humaine, et la justice, loi suprême de l'univers, si l'homme se refusait à l'accomplissement de son devoir de travailler? Au contraire, à quel degré de perfectionnement n'arriveront pas les sociétés et les individus, et quelles merveilles d'utile, de beau, de bien, ne sortiront pas de l'intelligence et de la main humaines, si l'homme s'attache à ce devoir ?

Du travail, c'est-à-dire de l'action, surgit l'idée, c'est-à-dire la science, et l'idée, la science, ramènent à l'action, au travail. En telle sorte que, dans un progrès non interrompu, le travail produit la science, la science

soumet la nature et étend le domaine du travail tout en rendant celui-ci-moins pénible, le bien-être s'accroît et se répand, la civilisation se raffine, la moralité s'affermit et la dignité humaine grandit.

Si donc le travail est pour l'homme une nécessité, il est aussi pour lui un devoir, et s'il assure sa conservation, il engendre, d'autre part, son développement matériel, intellectuel et moral.

Ces prémisses posées, il est facile de formuler la loi du travail. C'est l'obligation et le devoir pour tout homme, et aussi pour toute femme, d'employer toutes ses qualités physiques, intellectuelles et morales dans son propre intérêt et dans l'intérêt de ses semblables. A cette loi correspond nécessairement un droit sur lequel je n'ai pas besoin de m'étendre ici, le droit de travailler librement.

L'excès du travail est une peine, à vrai dire, un malheur, mais le travail ne dégrade pas celui qui s'y livre; il l'élève et l'honore. Jamais un homme de cœur ne verra sans un sentiment de respect les marques du travail sur les mains d'un ouvrier. C'est le travail qui rend l'homme respectable à l'homme et lui donne la vraie dignité. Il le fait instruit, utile, indépendant, souverain de lui-même, libre. Il est sain pour l'âme comme pour le corps. C'est le consolateur suprême des troubles et des misères qui assiègent notre existence. Bien souvent on a dit qu'il moralise; il est la morale même, ou du moins une des données de la morale, puisqu'il est un des devoirs de l'homme. Seul, il peut nous procurer des jouissances légitimes et, par conséquent, vraies. Bien plus, si nous nous livrons à lui de tout cœur, il est lui-même une jouissance, la plus pure, la plus solide, la plus durable et aussi la

plus profitable qu'il nous soit donné de goûter. Il faut donc le respecter, l'aimer, surtout le pratiquer.

Je n'ai pas à examiner ici, et encore moins à discuter, si l'homme est à lui-même son principe et sa fin, ou si nous avons une destinée ultra-terrestre en vue de laquelle nous devons nous préparer par l'accomplissement de nos devoirs. Ce qui est certain pour tous, c'est que nous avons à satisfaire sur cette terre à des devoirs dont le non accomplissement nous constitue coupables envers nous-mêmes et envers les autres, et le premier de ces devoirs est le travail. Il est notre loi éternelle, immuable, car il ressort tout à la fois des nécessités de la nature, de la constitution physique de l'homme, de son organisation morale; et, depuis le chef d'un gouvernement jusqu'au plus humble des manouvriers, celui-là seul a rempli son rôle d'homme sur la tombe duquel on peut inscrire en toute vérité, en toute sincérité, cette simple épitaphe : *pertransiit laborando*, il a traversé ce monde en travaillant.

II

Je viens de vous dire qu'à la loi du travail correspond le droit de travailler librement. Veuillez remarquer que je ne dis pas : — *le droit au travail*, — cette utopie autoritaire de laquelle paraissent être revenus ceux-là mêmes qui l'ont conçue. Il s'en faut du tout au tout que le droit de travailler librement ait été reconnu dans les temps qui nous ont précédés; il n'est même pas encore complètement entré dans la pratique, ainsi que j'espère vous le montrer par un rapide historique du travail.

Un des éminents savants de l'Angleterre, M. Lubbock, a fait, dans un ouvrage récent sur les origines de la civilisation, une étude approfondie des peuplades que la civilisation n'a pu encore pénétrées et que nous désignons vulgairement sous le nom de sauvages. Il a trouvé, chez plusieurs d'entre elles, l'anthropophagie, chez quelques-unes, l'usage de faire travailler les prisonniers faits à la guerre, chez toutes, la femme esclave, — car la femme est le premier animal qui ait été asservi et domestiqué par l'homme, — mais chez aucune il n'a trouvé l'esclavage à l'état d'institution comme dans les

sociétés anciennes. C'est que l'esclavage suppose des besoins déjà multiples et complexes, et en quelque sorte un raffinement de la civilisation. Pour qu'une portion de l'humanité astreigne, condamne l'autre à travailler pour elle, il faut de toute évidence qu'elle ait un travail à lui donner, et ce travail ne peut exister qu'autant qu'à la nécessité du vivre, du couvert et de la défense, sont venus s'ajouter des besoins de bien-être, de satisfactions corporelles et intellectuelles et de luxe à un certain degré.

A quel moment s'établit l'esclavage? Il est tout à fait impossible de le dire. Mais ce que l'on sait parfaitement, c'est qu'il eût une double origine. D'abord l'habileté, la ruse; puis, en second lieu seulement, contrairement à l'idée qu'on est naturellement porté à se faire des choses, l'abus de la force.

En fait, au commencement des sociétés, quelques hommes plus intelligents que les autres se sont servis de la terreur qu'inspiraient à leurs semblables les phénomènes de la nature dont ils subissaient l'empire pour leur persuader que la divinité, quelle qu'elle fût : Dieu, soleil, un animal quelconque ou une idole fabriquée de main humaine, dont ils se faisaient les ministres, était la souveraine puissance que servait l'univers et que devaient servir les hommes; et pour conclure, qu'à l'exemple de cette subordination entre la divinité et ses créatures, une partie des hommes était prédestinée au commandement et l'autre à l'obéissance, au travail.

Les besoins des hommes grandissant, et avec eux la nécessité du travail, des chefs guerriers se mirent à la tête des populations, soit pour les conduire à la conquête de territoires plus fertiles, soit pour aller saisir chez leurs voisins des populations qu'ils réduisaient à

l'esclavage. Pour mieux s'assurer la possession du pouvoir, ces chefs s'entendirent avec les ministres de la divinité ou usurpèrent les fonctions sacerdotales. L'exactitude, la vérité de cette affirmation ressort de l'histoire de tous les peuples anciens, chez lesquels nous voyons se succéder, dans un ordre invariable, à l'âge théocratique et au pouvoir des prêtres, l'âge des guerres et le pouvoir des rois.

L'esclavage s'accrut par la naissance, tout esclave ne pouvant enfanter que des esclaves, par la chasse, par la guerre, par la conquête et par le commerce des esclaves, ce que nous appelons aujourd'hui la traite. Il s'alimenta aussi, dans le sein même de chaque peuple, par la misère, qui contraignait les débiteurs à s'abandonner corps et âme à leurs créanciers, par le vol et la vente des enfants, par l'effet des lois criminelles qui condamnaient certains coupables à l'esclavage.

Il n'est pas un peuple de l'antiquité chez lequel l'esclavage n'ait pas existé. Nous le trouvons dans l'Inde, dans la Chine, chez tous les peuples de l'Asie, en Phénicie, en Égypte, en Grèce même, où Athènes, le berceau de la civilisation moderne, possédait le plus vaste marché d'esclaves du monde alors connu. Partout la population servile était naturellement considérable, car il arrivait souvent que les peuples conquis étaient réduits tout entiers en esclavage, depuis leurs plus hauts chefs jusqu'aux derniers de leurs citoyens.

L'esclavage s'introduisit chez les Romains dès qu'ils se sentirent assez forts pour n'avoir plus besoin de s'assimiler les peuples vaincus. Il y prit de rapides développements, surtout à partir du moment où Rome se trouva en contact avec la civilisation orientale, et vers les derniers temps de la République de riches patri-

[redacted]

ciens comptèrent jusqu'à cinq et dix mille esclaves; Crassus à lui seul en posséda vingt mille.

A côté des esclaves, il faut placer les castes, qui en différaient par le nom plutôt que par la condition, et qui se rencontraient dans l'Inde et en Égypte. Ce n'étaient pas des vaincus, des conquis, mais les peuples eux-mêmes réduits à la plus absolue servitude par des fractions minimes d'entre eux, les castes supérieures des prêtres et des guerriers.

Dans la première moitié de ce siècle, on a dépensé bien des flots d'encre et d'éloquence pour déplorer la condition de l'ouvrier de nos jours. Les plaintes sont moins vives aujourd'hui, mais elles continuent, et cela est juste. Il faut bien reconnaître que cette condition est loin encore d'être parfaite et qu'elle réclame de grandes et nombreuses améliorations. Mais combien elle est douce, élevée, enviable, en comparaison de celle des esclaves et de celle des serfs qui ont subi le joug après eux! Sans doute, il est naturel que nous soyons plus frappés des maux présents que des maux passés, que nous souffrions plus vivement de la souffrance que nous avons sous les yeux que de celle que nous ne connaissons que par les récits des historiens, mais nous ne pouvons oublier les temps qui nous ont précédés, et, si nous prêtons l'oreille, nous ne pouvons pas ne pas entendre encore au moins un lointain écho du bruit des chaînes que traînait notre semblable et du frémissement de sa chair déchirée par le fouet. Et ne reste-t-il rien du passé? Le paria n'existe-t-il pas encore, et son contact a-t-il cessé d'être une souillure? L'esclavage est-il partout et pour jamais aboli?

— « L'esclavage est un droit qui rend un homme tellement propre à un autre homme qu'il est le maître de

[redacted]

ses biens et de sa vie. » — Dans cette définition, qui est de Montesquieu, nous substituerions volontiers le mot — *fait* — au mot — *droit*, — car nous ne pouvons reconnaître en aucune manière — *le droit de la force*, — mais elle est rigoureusement exacte. L'esclave, en effet, n'était qu'une chose, un instrument doué de la parole, *instrumentum vocale*, une portion du capital de celui qui le possédait, un meuble transmissible par vente, donation, succession, et qui reproduisait pour son maître, comme les bêtes de l'étable. Il ne comptait pas parmi les personnes ; il n'avait pas de droit, pas de cité, pas de famille, pas de patrimoine, pas de nom. On ne lui reconnaissait pas même une âme : il était exclu du droit commun de la religion, et si on lui permettait d'adorer un Dieu, il fallait que ce fût un autre que celui des hommes libres.

Des masses d'hommes, bien des milliers de fois supérieures en nombre à ceux qui les exploitaient, passèrent sur la terre durant de longs siècles dans l'opprobre et la souffrance. C'étaient ces masses qui accomplissaient tous les travaux, cultivaient la terre, paissaient les troupeaux, faisaient le service privé et le service des villes, exécutaient les travaux publics, élevaient ces monuments de l'Inde et de l'Égypte, dont les gigantesques proportions nous frappent encore d'étonnement, formaient des troupes pour le plaisir public; et, pour comble de dégradation, les esclaves étaient tenus, lorsqu'ils en étaient requis, de prostituer leurs corps à leurs maîtres.

Partout, et particulièrement chez les Juifs, en ce qui concerne du moins les esclaves de naissance juive, des lois avaient été établies pour la protection de l'esclave ; mais ces lois n'étaient jamais appliquées ; et elles ne

pouvaient pas l'être, car les esclaves devenaient avec le temps de plus en plus nombreux, et s'ils eussent cessé un instant d'être courbés sous la terreur, ils eussent aisément écrasé les maîtres.

Toute l'antiquité, du reste, a vécu sous l'empire de ce sentiment qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas comprendre, que l'esclavage était chose naturelle et nécessaire. Quand la philosophie se fût développée en Grèce, quand Socrate eût émis ces idées générales d'humanité sur lesquelles Aristote s'est étendu dans ses écrits et auxquelles il a donné le nom de *philanthropia*, quand Euripide eût présenté aux yeux des Grecs son Alceste confondant ses enfants et ses esclaves dans un même embrassement, quelques objections s'élevèrent contre l'esclavage. Ce fut Aristote lui-même qui les réfuta et il exposa, avec sa froide dialectique, qu'il y a des hommes libres par nature et des esclaves par nature, les uns faits pour commander, les autres faits pour obéir, comme l'esprit commande à la matière.

La pratique répondait parfaitement à ces théories. Les esclaves étaient indignement foulés aux pieds, sans pouvoir se réclamer de rien, ni de personne. Les Spartiates, quand ils trouvaient leurs ilotes trop nombreux, les chassaient à travers les campagnes ou les faisaient assassiner la nuit par de jeunes citoyens. A Rome, l'austère Caton recommandait de faire mourir les esclaves infirmes. Pollion faisait jeter les siens à ses murènes favorites. Cicéron, enfin, célébrant en termes magnifiques l'amour du genre humain. — qui, commençant par la famille, se répand promptement au dehors sur les parents, les proches, les amis, les voisins, les alliés, sur l'espèce humaine tout entière — en excluait non seulement l'esclave, mais l'affranchi et l'homme libre

devenus artisan ou commerçant et ne considérait comme véritablement hommes que ceux qui se livraient à la guerre et aux carrières déjà dites libérales, *liberales artes*, ou vivaient à ne rien faire.

Ces sentiments de commisération pour les faibles, ces idées de philanthropie, ces professions d'amour pour le genre humain, encore qu'elles fussent si singulièrement restreintes, annonçaient un changement prochain, une réaction contre le vieil ordre social.

Les conquêtes d'Alexandre avaient uni l'occident à l'orient et crée entre les nations un échange suivi d'idées dont le centre s'était établi à Alexandrie, ville fondée par le grand conquérant à l'entrée de l'Egypte. Là se rencontrèrent le monde oriental et le monde hellénique, et du mélange des concepts religieux et philosophiques de l'un et de l'autre, du principe d'un dieu unique, toujours affirmé, sinon toujours reconnu chez les juifs, et du principe de l'immortalité de l'âme accepté par les philosophes de la Grèce (1), de l'idée supérieure de l'humanité qu'avait fait naître l'absorption de toutes les nationalités en une seule, la nationalité romaine, enfin de la disposition générale à la pitié, se forma le christianisme, que Jésus-Christ répandit par la parole, qu'il scella de son sang et que ses apôtres et disciples réduisirent en corps de doctrine et propagèrent avec ardeur.

Des esprits, plus ingénieux que réfléchis, ont pensé que

(1) Voir les séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, mars et avril 1873. Discussions à propos de l'inscription du tombeau d'un roi de Sidon. — L'Hellénisme, par M. Havet, et le compte-rendu de ce livre par M. Nefftzer dans le journal *le Temps*, n° du 11 juin 1872.



la rénovation sociale pouvait sortir de l'empire romain, et ils ont cru en trouver la preuve dans l'établissement et le développement chez les Romains de l'usage des affranchissements. C'est là une erreur profonde. Par cela seul que cet empire reposait tout entier sur le fait, sur la force, il était impuissant à détruire l'esclavage et à changer la base de la société. Il fallait à cette œuvre de renouvellement une idée, une foi, qui pénétrassent les esprits et les cœurs, tout comme il a fallu une idée, une foi, pour produire notre révolution. Ce fut le christianisme qui apporta cette idée et cette foi (1). A quelque religion que l'on appartienne, et alors même qu'on ne reconnaîtrait aucune religion, il faut convenir que jamais avant 1789 évènement plus grand n'arriva dans le monde et qui ait eu encore pareille influence sur le genre humain. Jusqu'alors, il y avait eu deux races, deux humanités absolument distinctes : d'un côté les forts ou les hommes libres, de l'autre les faibles ou les esclaves; et, pour mieux marquer la séparation, il y avait eu, même chez les juifs, malgré l'idée persistante de l'unité de Dieu, des dieux particuliers pour les uns et des dieux particuliers pour les autres; ce que marquent si bien ces expressions latines : — *Dii majorum gentium, Dii minorum gentium.* — Le christianisme affirma qu'il y avait un même Dieu pour tous, c'est-à-dire une seule race d'hommes, une seule humanité, au regard du moins de la divinité. C'en était fait de la

(1) Nous ne voulons pas dire que le christianisme a été nécessaire à la destruction de l'esclavage; mais seulement qu'une idée était nécessaire à l'accomplissement de ce grand renouvellement social. Cette idée eût pu évidemment être toute autre que l'idée chrétienne.

société antique et la civilisation était à reprendre de fond en comble.

La proclamation de l'égalité de tous les hommes devant Dieu et de la fraternité universelle aux yeux de la divinité, la reconnaissance de la personnalité chez chacun des hommes, la réhabilitation du travail prêchée par Jésus-Christ et l'exemple qu'il avait donné en travaillant lui-même d'un humble métier, la grande parole de saint Paul : — « Quiconque ne travaille pas n'est pas digne de manger. » — répétée et commentée de toutes parts, l'empressement des néophytes des plus hautes conditions de l'ancienne société à quitter leurs richesses et à renoncer à leurs habitudes de luxe et de mollesse pour se faire ouvriers et vivre du travail de leurs mains, tout le mouvement chrétien des premiers temps porta à l'esclavage un coup dont il ne pouvait se relever.

Les circonstances, d'ailleurs, favorisèrent singulièrement ce mouvement : l'unité impériale qui opérait insensiblement, mais nécessairement, la confusion des classes et des conditions, l'admission progressive des peuples entiers aux droits de cité imposée par le manque de citoyens, la réaction des vaincus sur leurs vainqueurs, le bénéfice que les propriétaires d'esclaves trouvaient, au point de vue du produit du travail, dans l'affranchissement, enfin l'invasion des barbares, car leur vie était rude, ils ignoraient le luxe et, en général, la servitude n'allait pas chez eux au-delà du paiement de certaines redevances en argent ou en nature.

Le christianisme ayant besoin pour se constituer en Eglise de la tolérance des maîtres de la terre, à défaut de leur appui, reconnut l'esclavage; mais, en fait, pour accroître le nombre de ses fidèles, il en poursuivit

assez activement l'abolition. Il promit le ciel aux maîtres qui donnaient la liberté à leurs esclaves, créa de nouveaux modes d'affranchissement, assura sa protection aux affranchis et ouvrit des asiles aux esclaves convertis. Et, cependant, il fallut des siècles pour que l'esclavage disparut, même chez les peuples qui portèrent le plus haut la civilisation chrétienne.

Nous ne devons pas nous étonner de ce résultat. Le progrès est toujours lent, parce qu'il va toujours contre des intérêts établis et puissants. A dire vrai, les propagateurs du christianisme, saint Paul en particulier, s'attachèrent à constituer la religion nouvelle dans l'intérêt de l'Eglise seule, dans l'intérêt de la puissance et de la domination du sacerdoce, non pas dans l'esprit de la religion elle-même, en conformité des vues de son fondateur, pour le service de Dieu et pour le bien des fidèles. La rénovation ne pouvait, d'ailleurs, être ni prompte, ni complète dans la donnée du christianisme. La perfectibilité suppose, en effet, une force libre qui se développe : cette force ne saurait être autre que l'individu maître de soi-même, et, pour que la civilisation progresse, il est de toute nécessité que l'individu s'appartienne de jour en jour davantage et que la personnalité humaine s'élève, Or, le christianisme affirmait l'égalité des hommes devant Dieu, mais non l'égalité d'homme à homme. Il faisait entrer l'esclave affranchi, le travailleur, dans la famille humaine, lui permettait d'avoir une famille propre, de disposer jusqu'à un certain point de sa personne, d'avoir un domicile, voire même un patrimoine , et l'appelait à participer aux mêmes sacrements que l'homme libre; mais comme il était lui-même tout extérieur à l'homme, il ne lui reconnaissait pas le droit

[redacted]

l'homme. La fraternité qu'il établit ne fut pas réelle ıon plus, mais purement spéculative, ainsi qu'il ressort le ces paroles de saint Paul : — « Je te renvoie ton ›sclave; devant les hommes il est ton esclave, mais levant Dieu il est ton frère. » —

Le chrétien fut, mais non pas l'homme; car c'est le lroit et la liberté qui seuls constituent l'homme. La juestion de l'esclavage fut tranchée virtuellement, et, ›ar là, le christianisme rendit à l'humanité un immense ›ervice; mais la servitude dans le travail demeura tout ›ntière, et il y eut toujours deux classes : l'une, prélestinée à commander et à jouir; l'autre, prédestinée à ervir et à souffrir.

Tout ce que fit le christianisme pour l'homme, ce ut, non pas de créer la charité, ainsi que l'affirment, ›ien à tort, les représentants les plus autorisés de 'Eglise, — la charité existait parfaitement dans l'anti|uité (1), — mais de la développer en imposant l'aumône aux riches comme condition de leur salut, et l'ouvrir et d'encourager l'ouverture d'établissements le bienfaisance et de secours. Il laissait la fatalité en la ›lace qui appartenait au droit; il mit la pitié en la place le la justice.

Il y a plus, le christianisme mentant à son origine ›our mieux établir sa domination sur l'homme, jeta e nouveau la défaveur sur le travail que Jésus-Christ 'était attaché à réhabiliter et à honorer. Tout ce qui

(1) Discours de l'évêque Dupanloup, séance de l'Assemblée nationale du 27 mars 1873. — Les textes cités disent précisément le con·aire de ce que Mgr Dupanloup a prétendu y trouver. — Voir l'inté›ssant feuilleton de critique religieuse de la *République française*, du 16 mai 1873.

détourne l'homme de Dieu fut considéré par lui comme vil, et, aujourd'hui encore, il traite le travail d'*œuvre servile*.

Dans les premiers temps du christianisme donc, les affranchissements se multiplièrent et l'esclavage diminua sensiblement; mais l'oppression et le mépris continuèrent de peser sur le travail et les travailleurs. Il se forma une sorte de situation mixte entre l'esclavage qui s'en allait et la liberté du travail qui ne devait venir qu'au XVIIIe siècle de l'ère chrétienne, situation aussi dure dans le principe que l'esclavage antique, mais qui s'améliora avec les progrès des lumières et de la raison.

Il y eut d'abord le régime des colléges ou fabriques impériales, d'où l'esclavage fut banni, mais où la condition des ouvriers fut horrible. Chacun d'eux fut marqué, de peur qu'il n'échappât à sa tâche et que le travail ne manquât à la société. Ses chefs, ses maîtres encore, eurent sur lui droit de vie et de mort.

Dans le même temps, l'esclavage agricole se convertit en colonat. L'esclave devint, en quelque sorte, fermier de sa personne. Là, il y eut progrès réel et commencement d'existence morale. Le colon, il est vrai, demeura attaché à la terre, qu'il ne pût quitter, mais il eut un toit, une famille, et l'on ne put le vendre sans la terre qu'il occupait, ni l'enlever à la famille qui l'occupait avec lui,

Le système des colléges et le système du colonat s'étendirent à tout l'Empire romain, c'est-à-dire au monde connu presque entier. Ils survécurent à l'Empire et se maintinrent pendant les invasions, autant du moins que le travail pouvait se maintenir quand les villes étaient mises à feu et à sang, les campagnes dévastées, les maisons saccagées. Quand le flot se fut

arrêté, quand de nouvelles nationalités se furent formées, de nouveaux maîtres apparurent, les seigneurs féodaux.

Une transformation se fit dans la situation des travailleurs. Le servage naquit sous l'influence des mœurs germaniques. L'esclave cessa d'être attaché à la personne du maître pour être attaché à la terre; de meuble il devint immeuble. Ce fut un progrès bien médiocre, mais un progrès cependant. Non-seulement le serf, comme le colon, avec lequel il se confondit, ne put être vendu qu'avec le domaine auquel il appartenait, et il eut une famille, mais l'indépendance de cette famille fut reconnue à l'égard de son maître, et une part de son travail lui fut laissée pour pourvoir à la subsistance et à l'éducation de ses enfants. Sous le régime féodal, l'homme ne fut rien que par la terre; aussi, le trait distinctif du servage fut-il l'incapacité absolue pour le serf d'être propriétaire de la terre et, par conséquent, l'impossibilité de sortir de sa condition. Ce régime reposant en même temps sur l'épée, plus que jamais l'idée de noblesse fut attachée à l'exercice des armes, et l'idée de servilité au travail. Les archevêchés, évêchés, abbayes, chapitres, couvents, communautés ecclésiastiques et laïques, hôpitaux, communes, tout ce qui constitua la main-morte eurent des serfs comme les seigneurs féodaux.

Cette forme nouvelle de servitude n'eût pas manqué, si elle se fût perpétuée, d'éteindre toute vie civile et d'arrêter tout progrès. Fort heureusement, le servage diminua à partir de la fin du XIe siècle, par des causes diverses : le droit d'asile, que s'attribuèrent certaines villes, églises et communautés religieuses; les affranchissements octroyés par les particuliers, — pour

l'amour du Christ et le remède de leurs âmes, — et les affranchissements généraux tels que la fameuse charte de Louis le Hutin, qui donna la liberté aux serfs de la couronne moyennant finance; cette immense folie des croisades qui, non-seulement libéra les serfs qui y prirent part, mais facilita le rachat de leur servitude à ceux qui restèrent en France; ce premier cri d'appel au principe de l'égalité humaine : — « Nous sommes hommes comme ils sont, » — qui éclata dans le roman du Rou; enfin et surtout l'exemple des insurrections communales, dont nous allons parler, et de la création des communes libres qui fit mieux sentir aux serfs leur abaissement et leur misère et les excita à la révolte (Pastoureaux et Jacques). Ecrasés par les nobles et bourgeois unis contre eux, abrutis par les souffrances, plongés dans l'ignorance la plus profonde, les serfs ne s'attachèrent pas avec assez de résolution et de suite à poursuivre leur émancipation pour la compléter. Des paroisses se formèrent peu à peu, en assez grand nombre, mais le servage se maintint dans la plus grande partie du pays pendant plusieurs siècles encore. Louis XVI le supprima en 1770 dans tous les domaines royaux, et l'Assemblée constituante l'abolit enfin sur toute la surface de la France.

On ne saurait trouver des couleurs assez sombres pour faire un tableau vrai du régime féodal. Une impopularité indélébile et très-méritée s'est attachée à ce régime qui a vécu d'égoïsme féroce, d'ambition désordonnée, de guerres particulières incessantes, de pillage, de rapine, d'extorsions en tous genres, et entravé, tué presque, tout travail et toute industrie; et cependant il a été grand et fécond par un côté. Il a substitué, en effet, à la soumission dégradante de l'esclave au maître,

le service de l'homme libre à l'homme libre, et pris pour base d'organisation le dévouement volontaire et la fidélité; il a apporté en Occident la dignité et la liberté individuelle, ces deux principes en dehors desquels il n'y a ni vitalité, ni civilisation; de lui date, en un mot, l'affirmation de la personnalité humaine dans toute sa force et dans toute son énergie. Sans doute, cette affirmation n'eut lieu qu'au profit de quelques-uns, mais elle devait infailliblement conduire à l'affirmation au profit de tous, car l'homme, par la force supérieure de la logique, va toujours du particulier au général.

Que fut, au fond, la féodalité, sinon une réaction contre le monde impérial romain et l'abaissement de l'individu? Ce ne fut pas encore la liberté, tant s'en faut, car la liberté ne peut sortir que de la reconnaissance du droit, et du droit égal pour tous, attendu qu'elle ne fait pas acception de personnes. Mais il y eût, de par l'exercice des forces personnelles, des libertés, c'est-à-dire des garanties assurées aux possesseurs de fiefs et qui ne possédait aucun de ceux qui n'entraient pas dans la hiérarchie féodale et n'avaient pas de droit sur la terre.

Naturellement la masse, à mesure qu'elle croissait en intelligence et sentait mieux sa force, devait être amenée à vouloir user de cette force pour se procurer les mêmes libertés, les mêmes garanties. De là ce mouvement des affranchissements que nous venons de noter, et le mouvement bien autrement remarquable des communes d'où sortit, chez nous, la bourgeoisie et qui parut un instant devoir inaugurer l'ère moderne. Dans l'état d'oppression sans trêve et sans merci où l'avaient réduit le système féodal et tous les maux qu'il traînait à sa

suite, le travail, plus puissant dans l'écrasement qui pesait sur lui que la force et la richesse qui l'écrasaient, parvint à force de sueurs et de persévérance à produire et à épargner quelque chose et à se protéger soi-même. Mais tandis que les serfs, en recourant au moyen extrême de la force pour recouvrer leurs droits d'hommes, se brisaient contre la force supérieure de la féodalité, la révolution communale, en limitant son objet à des libertés, à des priviléges par conséquent, au lieu d'embrasser la liberté même, le droit pour tous, aboutit à un avortement. Au point de vue politique, que je veux seulement indiquer ici, le mouvement des communes mena à l'absorption de la féodalité par la royauté et à l'entier asservissement de la bourgeoisie au pouvoir royal. Au point de vue des conditions du travail, il produisit, ou plus exactement il confirma et assura l'organisation des artisans et commerçants en confréries, corporations d'arts et métiers et maîtrises, sous la juridiction des jurandes.

A considérer les choses avec justice et impartialité, l'institution des corporations d'arts et métiers fut en progrès. Elle sortit, en effet, non de l'esprit de domination sur lequel avaient été établis l'esclavage, puis les colléges et manufactures impériales, mais de l'esprit de défense et de protection contre la servitude. C'est à tort, cependant, que l'on prétend trouver dans cette institution, telle du moins qu'elle a fonctionné, des garanties effectives d'ordre, de régularité, de perfection dans le travail, de capacité et de loyauté chez les travailleurs, de sécurité dans les transactions. Cette vue est tout aussi fausse que celle de ceux qui soutiennent que le sort des esclaves était préférable, sinon supérieur, à celui des ouvriers de nos jours, parce que leur pain

quotidien était assuré. La vérité est que les corporations se laissèrent envahir, dès leur naissance, par les mêmes vices qui déshonoraient la féodalité, l'égoïsme, l'exclusivisme, la violence. Elles prirent l'empreinte de l'état de lutte qui avait été la cause première de leur création et la conservèrent. La royauté, en se faisant l'unique dispensatrice du droit de travailler, les poussa sur la pente des abus. Elles se montrèrent donc tout aussi jalouses de leurs priviléges et des monopoles qu'elles exerçaient que les seigneurs de leurs droits féodaux. Priviléges ! Monopoles ! ce fut encore l'oppression et le mépris. Quant aux confréries : — « nées aux pieds des autels... » — et dont la formation précéda celle des corporations, elles ne se confondirent jamais avec elles et leur influence sur la condition des travailleurs fut absolument nulle.

La société se trouva dès lors partagée, en ce qui concerne le travail, en trois classes : la noblesse et le clergé, qui faisaient profession de vivre noblement, c'est-à-dire de ne rien faire, et qui étaient, suivant les fortes expressions de M. Michelet : — « la malédiction du pays, un poids pour la terre. » — les corps et métiers coalisés d'une manière permanente et réglée contre les ouvriers et les consommateurs; enfin les ouvriers soumis à la servitude des maîtrises et jurandes, et, à côté d'eux, plus malheureux encore, les serfs et paysans plus ou moins étroitement attachés à la glèbe et dont les générations se succédaient, végétaient et mouraient sans espérer un meilleur sort. Au-dessus du tout, la royauté qui enserrait le travail dans des règlements qui en arrêtaient l'essor et épuisait, par les impôts qu'elle exigeait d'eux pour satisfaire son ambition et fournir à ces prodigalités, la substance des travailleurs.

La Renaissance arriva. Mis en communication avec l'antiquité par la connaissance de ses écrits retrouvés, l'esprit humain se lança avec ardeur dans tous les domaines qu'il peut embrasser, religion, philosophie, histoire, lettres, sciences, arts. Son intelligence s'élargit avec une rapidité vraiment remarquable, son activité se déploya avec une énergie incomparable. De cette recherche universelle et fiévreuse du vrai, qui avait l'homme pour principe et pour objet, de ce magnifique réveil surgit le monde moderne. Toutes les idées se trouvèrent renouvelées, la raison se substitua à l'autorité, le mépris, qui avait si longtemps pesé sur la personnalité humaine, fut répudié et remplacé par le respect, la fatalité fit place à la liberté et à la responsabilité. Sans doute, il y a loin de l'idée au fait et des siècles devaient s'écouler avant que ce passage fut accompli ; mais du moment où l'idée était trouvée, le fait devait suivre nécessairement.

La Réformation ouvrit et aplanit la route par l'affirmation positive de l'indépendance individuelle. Puis vinrent les penseurs, les philosophes, les publicistes, les historiens. Le caractère du mouvement ne fut pas seulement religieux, philosophique et politique ; il fut surtout économique, témoins : Vauban, Boisguillebert, Mably, Morelly, Raynal, J.-J. Rousseau, Dupont de Nemours, Quesnay, Gournay, Galiani, Mirabeau, l'ami des hommes, tous les physiocrates et économistes, et Turgot enfin, Turgot qui, en 1776, abolissait les corvées et les maîtrises et jurandes. L'œuvre de Turgot ne dura pas ; mais la Révolution était proche. L'assemblée constituante décréta en 1791 la liberté du travail, et donna à celui-ci l'aliment qui lui manquait, par la vente des propriétés territoriales du clergé et des émigrés.

La liberté du travail ! Une civilisation nouvelle est dans ce simple fait. A-t-il produit aujourd'hui tous ses fruits ? Non vraiment, et il n'a pas pu les produire parce que la liberté ne s'est pas conservée longtemps entière, parce que des priviléges et des monopoles ont été rétablis, parce que le travail a été souvent gêné par une réglementation abusive, parce que les institutions qui se sont succédées depuis 1789 ont permis à un trop grand nombre d'hommes de vivre oisifs et de se soustraire, dans la force de l'âge et de l'activité, à la loi du travail, parce qu'enfin le développement inattendu du travail et le perfectionnement continu de ses procédés ont surexcité chez ceux qui étaient en possession de le commander l'avidité de la richesse, l'âpreté au gain, et engendré pour les ouvriers une sorte de servitude nouvelle (1).

(1) Nous ne pensons pas que l'intelligence de l'ouvrier soit atteinte par cela seul qu'il est astreint, dans une manufacture, à une besogne unique, toujours la même, et qui devient forcément machinale, mais bien par la trop longue durée de la journée de travail. Lorsque l'ouvrier sort de la manufacture fatigué, énervé, il n'a guère de cœur à cultiver son intelligence, et il ne cherche le plus souvent de délassement que dans l'excitation de l'ivresse et de la débauche. — *Le mouvement des huit heures*, entrepris ces dernières années en Angleterre, est peut-être le plus sage que les ouvriers aient jamais tenté. Il ne porte aucune atteinte à la division du travail, le facteur le plus puissant de la production industrielle ; il laisse à l'ouvrier le temps de reposer son corps et de nourrir son esprit, et, par cela même, il tend plutôt à accroître qu'à réduire la quantité du travail, et à en améliorer la qualité, car l'ouvrier robuste et intelligent travaille plus vite et plus habilement. Avec le temps, la journée pourra être réduite à moins de huit heures. Franklin ne disait-il pas, lors de son voyage en France : — « Si tous les Français travaillaient chacun trois heures par jour, ils ne sauraient bientôt que faire de leurs richesses.» —

Nous ne sommes donc pas encore au terme de la route : l'humanité peut-elle jamais se croire arrivée à ce terme ? Mais quels grands progrès déjà obtenus !

Autrefois, le travail était *de droit royal et domanial.* Aujourd'hui nul n'est obligé de demander au gouvernement ou d'acheter d'un favori ou d'une favorite, la licence de pratiquer telle ou telle profession (1). Autrefois, pour exercer un métier, devenir maître, il fallait subir un long et dur apprentissage, puis passer par un compagnonage aussi long, sinon aussi dur, et qui attachait l'ouvrier non-seulement au métier qu'il avait embrassé, mais au pays même où il le pratiquait; et combien peu de compagnons arrivaient aux maîtrises, dont le nombre était limité! Aujourd'hui chacun, sous sa responsabilité personnelle, et à la condition de se conformer aux règlements de police établis dans l'intérêt général, peut travailler au métier de son choix, comme bon lui semble, quand bon lui semble, où bon lui semble. Autrefois, le paysan était attaché à la terre, qui le possédait et ne le nourrissait pas. Aujourd'hui, c'est lui qui possède la terre ; il l'a conquise par son travail, et non-seulement elle le nourrit, mais elle l'enrichit.

Le travail est libéré, c'est-à-dire que la liberté humaine existe. Il y a souffrance encore, crises, chomages, rabais dans le prix des journées, excès même de travail; mais quelle différence entre la souffrance inerte et sans avenir et la souffrance qui se sent, qui lutte ! Quelle différence entre la condition, si pénible qu'elle

(1) A l'exception, cependant, des offices dits ministériels, charges d'agents de change, etc.

puisse être encore, du travail libre, et la condition bien autrement précaire et sans espoir du travail esclave ou serf !

Honorer à un degré égal, dans chacune de ses applications si variées, le travail humain, tel est donc le but vers lequel marche la civilisation. Mais elle est loin de l'avoir atteint. Il reste encore trop de traces de cette vieille qualification de *servile*, attachée de tous temps au travail manuel, celui du plus grand nombre, par comparaison avec le travail de l'intelligence, avec les arts libéraux et les carrières libérales. Cette tendance invétérée à rabaisser le travail manuel, produite par la longue servitude, est peut-être le plus grand mal que la servitude ait enfanté, et peut-être aussi la cause la plus réelle de l'antagonisme qui persiste entre les classes de la société moderne (1).

Quoi qu'il en soit, il n'y a plus de véritable servage chez nous que celui de l'ignorance et celui de la misère, que l'ignorance entraîne avec elle. L'instruction répandue à flots y remédiera dans un avenir prochain. Dès maintenant, entre l'ouvrier ou le paysan et le bourgeois, la distance est aisée à franchir. Tout récemment, le vénérable chef de la République, M. Thiers, ne se donnait-il pas à lui-même pour titre suprême d'honneur et de gloire d'être un petit bourgeois, fils de ses œuvres, fils de son travail?

Vous aurez remarqué que dans cet historique des conditions du travail, je me suis borné, à partir de l'époque du moyen âge, à vous parler de la France. La raison en est que c'est seulement en France que

(1) Voir *le Peuple*, par Michelet, et *la Démocratie*, par E. Vacherot.



l'histoire du travail a été sérieusement étudiée jusqu'ici; et cela est regrettable, car c'est en comparant chez tous les peuples modernes les progrès successifs de la condition des travailleurs que l'on saisirait le mieux le lien de solidarité qui les distingue des peuples anciens. C'est aussi en France, non pas que la liberté du travail a été le plus tôt appliquée, les États-Unis nous ont devancés, mais qu'elle a été établie à titre de droit immanent dans l'homme. C'est encore à notre patrie que revient l'honneur d'avoir décrété la première l'affranchissement des esclaves noirs dans ses colonies.

L'esclavage des noirs remonte à l'antiquité, où il a été pratiqué dans l'Orient et particulièrement chez les Égyptiens. Les musulmans l'ont établi chez eux à l'état d'institution, à côté de l'esclavage des blancs, qu'ils entretinrent au moyen de la piraterie et de la traite, et qui existe encore aujourd'hui, mais dans des limites très-restreintes. Ce fut seulement au milieu du XVe siècle que les peuples de l'Europe occidentale commencèrent à se livrer à l'infâme trafic désigné communément sous le nom *traite des noirs*, et, à cette époque, un certain nombre de nègres furent introduits comme esclaves en Portugal et en Espagne. La traite prit un grand développement pendant le XVIe siècle, lorsque les Espagnols eurent massacré les indigènes de la portion de l'Amérique dont ils avaient pris possession. L'Espagne, l'Angleterre et la France la pratiquèrent sur la plus large échelle pour peupler leurs colonies de travailleurs capables d'en supporter le climat. L'esclavage s'introduisit même en France, au XVIIIe siècle, en dépit de la maxime que tout esclave qui touchait le sol français devenait libre.

Les nègres étaient livrés à tout l'arbitraire et à toute

la cruauté de leurs maîtres ; leur sort était identique à celui des esclaves de l'antiquité. Le sentiment de l'humanité finit par se soulever en Europe, et des sociétés des *Amis des noirs* se constituèrent en Angleterre et en France en 1787. La Convention nationale supprima la prime antérieurement accordée à la traite et décréta l'affranchissement; mais, en 1802, le premier consul rétablit l'esclavage colonial. Le Danemarck l'abolit l'année suivante. Le parlement anglais en vota l'abolition en 1807, et cependant l'esclavage se maintint dans les colonies anglaises jusqu'en 1833. Le gouvernement provisoire de la République de 1848 affranchit de nouveau les nègres des colonies françaises, et le principe de l'affranchisssement fut inscrit dans la constitution même.

L'esclavage des noirs, condamné en principe dès la fin du XVIIe siècle par les colons de Guillaume Penn, continuait d'exister aux États-Unis et dans beaucoup d'États de l'Amérique méridionale. En 1835, Channing publia son beau livre : *On slavery*, où il se déclarait abolitionniste, et qui eut un grand retentissement. Plus tard, l'*Uncle Tom's cabin*, de Mistress Beecher Stowe, remplissait le monde d'émotion. Nous nous souvenons tous encore de la guerre que se sont livrée il y quelques années les États du nord et les États du sud de l'Union, guerre terrible, d'autant plus meurtrière que les belligérants, organisés pour la paix, l'agriculture, l'industrie, le commerce, pour le travail en un mot, étaient moins faits à la science des combats, et qui s'est terminée par l'abolition de l'esclavage dans tous les territoires de l'Union.

Tous les cœurs généreux ont applaudi à l'abolition de l'esclavage des noirs à Puerto-Rico, tout récemment



décrétée par l'Espagne républicaine; ils espèrent que l'abolition sera décrétée également pour l'île de Cuba, qui ne referme pas moins de 269,000 noirs.

J'ai le regret d'avoir à dire qu'une iniquité nouvelle tend malheureusement à se substituer à l'ancienne. Les coolies ont remplacé les esclaves, et bien que les maîtres n'aient pas le droit de vie et de mort sur ces nouvelles victimes, leur sort est plus dur peut-être que celui de celles qui les ont précédées. Les maîtres, en effet, ont intérêt à surmener les coolies, simples ouvriers auxquels ils paient un salaire, tandis qu'ils avaient intérêt à ménager les nègres, qui représentaient pour eux un capital. Le salaire des coolies est d'ailleurs tout à fait insuffisant; ils sont réduits à s'endetter pour vivre, et leurs maîtres leur offrent toutes facilités à cet égard, afin de se les attacher par un lien qu'ils ne pourront plus rompre. C'est là une reproduction aggravée du *trunck-system*, jadis usité dans les manufactures de l'Angleterre, et contre lequel le Parlement anglais a eu tant à sévir. Quelle remède trouvera-t-on à cette plaie nouvelle?

Il ne me reste, pour achever ce tableau, qu'à ajouter que les castes se sont perpétuées dans l'Inde, et qu'en Égypte les fellahs n'ont pas de propriété à eux et travaillent le sol pour le compte du souverain.

III.

Maintenant que je vous ai retracé, le plus brièvement possible, les transformations successives de la condition des travailleurs, je dois vous donner une idée de l'état de civilisation qui a correspondu à chacune de ces transformations.

Tout d'abord, je vous soumettrai une observation générale qui frappe les yeux même les moins clairvoyants. Dans l'antiquité, la vie des peuples est limitée dans sa durée, et tous les États tombent en ruine les uns après les autres, les uns sur les autres. Dans les temps modernes, au contraire, les institutions changent, les formes politiques se modifient, les peuples s'agglomèrent selon des lois variables; mais ils subsistent, et les conquêtes ne sont que des conquêtes d'un jour.

On peut donner deux raisons principales de ce fait, tirées toutes deux de la loi sur le travail.

Il n'y avait que peu ou point de rapports entre les peuples de l'antiquité, et les relations commerciales de l'un à l'autre étaient presque nulles. Chaque peuple, renfermé en lui-même et réduit aux seules et insuffisantes ressources du travail esclave, n'avait d'autre



moyen de se développer que la guerre et la conquête. Tout comme une partie des hommes vivait de l'asservissement des autres hommes, les nations ne pouvaient vivre que de l'asservissement des autres nations. La force, telle était donc le dernier mot de l'antiquité, et la nation la mieux organisée pour la guerre devait fatalement dévorer toutes les autres et périr à son tour sur sa proie épuisée.

Dans les temps modernes, il en est autrement. Les développements que le travail a pris, au fur et à mesure qu'il s'affranchissait, ont fourni abondamment aux premières nécessités de chaque peuple et les ont conduits tous à former entre eux des relations suivies pour se procurer ce qui leur manquait ou se défaire de ce qu'ils avaient en trop. Ils sont arrivés ainsi, et ils arrivent chaque jour davantage, grâce à la multiplication des échanges et aux admirables inventions qui les facilitent de plus en plus, à avoir besoin les uns des autres, à être solidaire les uns des autres, et la loi barbare de la force à fait place à la loi utilitaire de l'équilibre, en attendant que celle-ci soit remplacé par la loi de l'union universelle, la seule vraiment humaine. Il peut paraître insensé d'annoncer l'alliance entre toutes les nations dans un moment où elles emploient toutes le meilleur de leurs ressources et la plus grande partie de leur activité à s'armer les unes contre les autres, mais le progrès déjà fait est une garantie solide du progrès à venir ; tout au moins est-il permis d'affirmer, dès aujourd'hui, l'impérissable vitalité acquise par le travail aux peuples modernes.

La conquête même pouvait bien prolonger l'existence des peuples conquérants de l'antiquité, mais elle ne

l'assurait pas : le travail, maintenu esclave, était impuissant à les faire vivre.

La découverte des livres de l'antiquité au xve siècle, des sciences nouvelles, toutes nées du travail, l'archéologie au xviie siècle, la linguistique au xviiie, la paléographie et l'ethnographie, qui ne datent que de notre siècle, ont reconstitué pour nous l'histoire certaine du passé. Elles nous ont appris que la civilisation était arrivée chez les peuples de l'antiquité, même dans des temps relativement très-reculés, à un haut degré de développement.

Oui, il est vrai, les temples gigantesque de l'Inde, les temples énormes et les nécropoles massives de l'Égypte, les ruines de Babylone et de Ninive, les restes de l'Acropole et des monuments d'Athènes, ces statues grecques que l'art moderne n'a pas encore égalées, les arcs de triomphe, les colonnes monumentales, les amphithéâtres, les acqueducs que les Romains ont laissés, et leurs œuvres d'art que les fouilles nous rendent chaque jour, les débris grandioses de Balbeck et les ruines de Palmyre, dénotent la puissance et le génie. Oui, il est vrai, la lecture des hiéroglyphes égyptiens par les Champollion et des incriptions cunéiformes de l'Assyrie et de la Médie, par les Oppert, nous découvrent chez ces peuples une science de l'agriculture, un luxe et une splendeur que la civilisation actuelle saurait à peine dépasser. Oui, encore, il est vrai, les poésies de l'Inde et de la Perse, les beaux livres de la Grèce, ceux de Rome, la mythologie, la théogonie, la théologie, la philosophie et la législation antiques, méritent et mériteront toujours l'admiration.

Toute cette civilisation des premiers peuples dont nous connaissons l'histoire est vraiment merveilleuse,



surtout si l'on considère que ces peuples ne possédaient pas les machines et autres moyens d'actions que nous possédons aujourd'hui et qu'ils n'avaient sous les yeux aucuns modèles, desquels ils pussent s'inspirer. Mais cette civilisation était toute d'exception, elle n'existait qu'au profit d'une élite d'hommes minime et aux dépens du plus grand nombre. Ses racines pourrissaient dans la fange et dans le sang. Tous ces prodiges, que nous venons d'énumérer, c'est le travail esclave qui les produisait, et par cela seul, ils ne pouvaient se continuer pendant longtemps. Le travail esclave était, en effet, d'ordre inférieur. On pouvait bien obtenir les plus étonnants résultats, quand on disposait de bras et d'existences humaines sans nombre ; mais cet effort ne se soutenait pas. Il ne se soutenait pas, parce que l'esclave n'avait pas d'intérêt au succès de l'œuvre, qu'il travaillait sans espérance et par conséquent sans cœur, qu'enfin la contrainte, en lui ôtant la spontanéité, et ce caractère de perfectibilité qui est essentiel à l'homme, le ravalait au niveau des animaux. Il ne se soutenait pas parce que la classe privilégiée et fermée, qui possédait la richesse, le pouvoir, la science et qui commandait et guidait le travail, se corrompait par la jouissance même des produits de ce travail et s'abrutissait nécessairement dans la paresse, les plaisirs sensuels et tous les débordements. En faisant peser sur la classe inférieure tout le poids du travail, la classe des maîtres se condamna à demeurer elle-même immobile. Le génie directeur disparut. Le travail, que ne sollicitait aucune impulsion venue de lui-même, aucun avantage pour le travailleur, aucun gain, se relâcha. Une torpeur, qu'il était impossible de secouer, s'empara des pays ainsi voués au despotisme et au fata-

lisme et, la culture venant à s'arrêter, beaucoup d'entre eux devinrent insalubres et inhabitables.

C'est ainsi, pour citer un exemple bien connu, que chez les Romains, lorsque la richesse des grands se fut accrue, l'agriculture se transforma en vastes pacages et que les belles et fertiles plaines de l'Italie se convertirent en ces immenses domaines incultes et improductifs, les *latifundia*, broutés par des bestiaux ou ravagés par des bêtes fauves.

La civilisation antique périssait donc par son développement même. Elle aboutissait à une corruption infecte, à la démoralisation générale, à la cessation du travail, à la misère, et l'antiquité tout entière mourait littéralement de faim.

En Grèce, faute d'un travail suffisamment actif qui fournit des subsistances à la population, on était réduit à limiter le nombre des citoyens, et l'exposition et l'infanticide étaient non-seulement tolérés mais permis. A Rome, les conquérants du monde en vinrent à attendre leur existence de la récolte de l'Afrique et à n'avoir plus que deux préoccupations : *Panem et Circenses.* Les esclaves continuèrent à leur procurer la jouissance des jeux du cirque, mais le travail esclave cessa de leur fournir du pain. Quand arrivèrent les barbares, l'Empire romain n'était plus qu'un cadavre.

Je ne dirai rien des invasions, sinon que ce fut la faim, surtout, qui poussa les envahisseurs à chercher des territoires plus fertiles que ceux qu'ils occupaient. J'arrive au moyen âge.

La civilisation reparaît avec le travail à demi affranchi et elle s'accroît à mesure que son affranchissement se développe. Il n'y a plus de déclin, ou du moins il est passager, parce que le travailleur a entrevu la liberté et

conçu l'espérance plus ou moins assurée, plus ou moins persistante, d'y atteindre.

C'est le travail qui fournit aux premiers Carlovingiens les moyens de repousser les Maures au midi et les dernières hordes des Germains à l'est; et il eut fourni également les moyens de repousser les Normands, si les luttes des héritiers de Charlemagne n'eussent pas détruit tous les progrès qu'il avait faits sous ce souverain et ses prédécesseurs, les deux Pépin et Charles Martel. C'est le travail qui, substituant l'effort fécond et durable de la famille, à l'effort peu actif et mal soutenu des associations de célibataires, étendit l'œuvre des défrichements dont l'Église catholique avait pris l'initiative. C'est le travail qui fit avancer l'industrie et les arts au XIII[e] siècle et couvrit la France de ces belles cathédrales qui feront longtemps encore l'admiration du monde. C'est le travail et le besoin qu'il avait de se protéger soi-même contre la féodalité qui enfantèrent les libertés communales. C'est le travail qui, croyant y trouver sa sécurité et sa liberté, créa le pouvoir royal : erreur funeste dont il eut à se repentir et dont les suites se font sentir encore de nos jours. C'est le travail aussi qui délivra la France de l'invasion anglaise, en procurant à la royauté les ressources qui lui manquaient pour combattre et ranimer l'énergie abattue du peuple. C'est lui qui produisit la Renaissance, lui qui alimenta les caprices et les prodigalités des rois et de leur cour et refit incessamment la substance du pays qu'ils dévoraient. C'est lui enfin qui, puisant une force de plus en plus grande dans les bribes de liberté qui lui étaient laissées, et résistant à tout, aux privi-léges, aux monopoles, aux entraves, aux règlements les plus arbitraires et les plus vexatoires, aux corvées, aux

impôts de plus en plus nombreux et lourds, aux crises, aux chômages, aux famines perpétuelles (1), c'est lui qui porta en France le bien-être, les lettres, les arts, les sciences, à un degré de perfectionnement relatif qui faisait l'envie des autres peuples de l'Europe (2).

Si l'on contestait cette puissance du travail, je rappellerais quel coup funeste porta à l'industrie française l'inique et détestable expulsion des protestants, les plus habiles et les plus attachés au travail des ouvriers français. Qui ne sait que, tandis qu'une partie de ces malheureuses victimes du fanatisme du grand roi, tout abandonné alors à la Maintenon et aux Jésuites, allait aider à la prospérité de l'Angleterre, une autre partie alla porter le travail, l'intelligence, la vie, chez ce petit peuple des Borusses (3) qui, depuis, a toujours été grandissant et est devenu notre vainqueur?

Malgré cet effort persévérant et indomptable du travail, un jour vint où la France fut près de mourir de faim, comme les peuples de l'antiquité, et, pour se sauver, se jeta tête baissée et sans y être suffisamment préparée, dans cette grande Révolution que tous les peuples accueillirent, comme la France elle-même, avec des larmes d'allégresse, parce qu'elle ouvrait l'ère de la dignité humaine, du droit, de la justice.

(1) En 1777, à la veille de la Révolution, on ne comptait pas moins de 1,200,000 mendiants en France.— Monteil: *Histoire des Français des divers états.*

(2) En dehors de la France, nous pourrions citer la Hollande, que le travail seul a créée, les Etats-Unis, dont le travail seul a fait, en moins de deux siècles, la première puissance du monde; à l'inverse, l'Espagne, que la paresse a fait si profondément déchoir de son ancienne splendeur, et la plupart des Etats de l'Amérique méridionale, que la paresse met également dans l'impossibilité de prospérer.

(3) Aujourd'hui les Prussiens.



La liberté du travail fut décrétée le 2 mars 1791, s'ajoutant aux dispositions législatives qui avai détruit les priviléges de la noblesse et du clergé, ab le droit d'aînesse, fait la propriété individuelle et assı l'égalité des citoyens entre eux, elle rendit possi l'application de la loi supérieure du travail.

Telle est la force de vie et d'action que la liberté p donner au travail, qu'à peine née, cette liberté sa la France en 92. L'enthousiasme était grand alor les hommes s'offraient en foule pour la défense de patrie; mais il fallait les habiller, les équiper, armer. Des ateliers et des fabriques, créés du jour lendemain, improvisèrent ce qui était nécessaire. million de volontaires et deux millions de gar nationaux furent pourvus de tout. Le salpêtre fut ar ché aux murs des caves et des maisons, le métal cloches converti en canons, l'artillerie rendue p légère, le télégraphe aérien inventé et installé. liberté du travail suppléant à tout, en moins d'u année les quatorze armées de la République se dres rent sur les frontières et brisèrent cette formidal coalition qui avait paru devoir écraser aisément France isolée.

Malheureusement, la Convention rentra dans anciennes voies de l'autorité et remit le travail sous joug. En édictant les lois du *maximum*, elle arrêta da leur premier essor les effets que la liberté avait rapidement produits, sans réussir à faire cesser disette ni à relever le cours des assignats, que des ém sions exagérées, la falsification pratiquée par les roy listes et l'agiotage, dépréciaient de jour en jour dava tage. C'est là une des causes qui ont contribué à l'avc

tement de la Révolution : le maximum la jeta, en effet, dans la misère, et, par suite, dans le désordre et l'impuissance.

La liberté du travail reparut sous le Directoire et alla se développant sous le Consulat, l'Empire et les gouvernements qui suivirent, sans cependant arriver à se compléter et sans qu'on cherchât, parce que l'intérêt même des gouvernants s'y opposait, à empêcher que de honteuses fortunes se fissent en dehors du travail. Toute imparfaite qu'elle fût, elle ouvrit la carrière au génie d'invention, à l'initiative individuelle, à l'effort libre et rémunérateur ; et, comme il n'y avait plus de priviléges de classes, que les successions se partageaient également et que, par conséquent, la grande majorité, sinon l'universalité des citoyens, était astreinte au travail, elle ne laissa pas que de faire des prodiges. De quel étonnement l'Europe n'a-t-elle pas été frappée, après la chute du premier Empire, en voyant la France réparer, en quelques années seulement, les pertes que lui avaient causées ses guerrss civiles et ses guerres étrangères, et se relever plus prospère que jamais des effroyables ruines de deux invasions ! Et ce progrès s'est soutenu. La production du blé s'est accrue de plus du double depuis soixante ans et la production industrielle qui, en 89, n'atteignait pas un milliard, a monté à plus de onze milliards. Avant la Révolution, les produits étaient rares et, en général, mauvais, même les produits de luxe, et l'on eut difficilement trouvé un ouvrier ou un paysan qui possédât deux chemises. Maintenant, les produits sont abondants et presque tous bons. Le nécessaire, qui manquait à nos pères, ne nous manque plus, et, malgré la cherté de toutes choses, l'ouvrier peut se donner le plus souvent du

superflu. C'est là le fruit du travail libre, de la loi du travail.

Si aujourd'hui, après le second Empire et cette dernière guerre qui demeureront, aussi longtemps que le souvenir s'en conservera, une honte et un deuil pour notre patrie ; si, après nous être abandonnés pendant vingt ans à l'indifférence et à l'oubli de nous-mêmes et être devenus, du haut en bas de l'échelle sociale, un peuple de jouisseurs ; si, après avoir donné, même en face de l'ennemi, de tristes exemples de lâcheté morale ; si, après toutes ces causes, dont une seule eut suffi à tuer un peuple de l'antiquité, la France est debout, mutilée, il est vrai, mais assez forte encore pour se ressaisir des membres qui lui ont été arrachés, comme elle est assez riche pour avancer de dix-huit mois le paiement de l'énorme rançon qui lui a été imposée, c'est au travail qu'elle le doit et à l'application dans son sein, d'une manière assez générale, de la loi éternelle du travail. C'est seulement dans l'application à tous, dans l'universalisation de cette même loi, que notre patrie trouvera le moyen vrai et sûr de sa régénération. Et tel empire, né d'hier, s'il méconnaît la loi et persiste à n'user du travail qu'en vue de la guerre et de la conquête, disparaîtra dans un avenir prochain, laissant, à la vérité, un bel exemple à suivre : celui d'une nation qui, cinquante années durant, se consacre tout entière à préparer une grande revanche nationale, mais pas autre chose. (1)

(1) Grande a été la part du Président de la République, M. Thiers, dans l'œuvre de la libération du territoire. Mais il est évident qu'il n'eût pas réussi à réunir les capitaux nécessaires à la libération,

IV

J'arrive maintenant à l'idée mère de cette conférence, à cette idée que c'est dans la loi du travail qu'il faut chercher la loi du progrès, et que l'analyse des conditions, des transformations et des effets du travail peut seule constituer la synthèse de l'histoire.

Les études historiques ont pris dans les temps modernes, et particulièrement dans notre siècle, un développement très-grand et en quelque sorte surprenant. Ce n'est pas seulement parce que les sciences, que je vous ai énumérées plus haut, leur ont fournis des ma-

et encore moins à devancer de dix-huit mois l'époque stipulée pour le paiement intégral de l'indemnité de guerre imposée à la France, si le travail, et l'épargne qui en est le résultat, n'eussent créé au pays des ressources vraiment étonnantes. Ce qui assure à M. Thiers la reconnaissance de la postérité, à défaut de celle de ses contemporains, c'est qu'il a su, d'une part, inspirer à la France et au monde entier une confiance assez grande pour que les emprunts qu'il a dû émettre aient été couverts et bien au-delà (43 milliards au lieu de 3, pour le dernier), et, d'autre part, imaginer des combinaisons financières assez habiles pour réaliser à bref délai la rentrée de ces immenses emprunts.

tériaux nouveaux, mais aussi et surtout parce que l'homme a saisi enfin le sens intime de l'histoire. Celle-ci est devenue un monde véritablement vivant. Nous n'y voyons plus seulement un amas de faits et de dates ; nous y trouvons un esprit que nous devons étudier pour nous connaître nous-mêmes, pour nous retrouver dans notre passé, pour nous juger dans toutes nos créations, pour nous consoler du présent quand il nous accable, pour y chercher notre avenir. De l'étude, de l'examen, du jugement de cet esprit est née l'idée du progrès, c'est-à-dire du développement continu de l'humanité. Aujourd'hui, l'esprit humain n'a pas seulement connaissance, comme au début du christianisme, de son unité ; il sait aussi que l'humanité est capable de progrès ; il sait encore qu'elle a la responsabilité d'elle-même.

Une observation que je vous ai déjà présentée et qu'il n'est pas inutile de répéter, vous fera comprendre toute la valeur de cette idée du progrès. Le monde antique obéissait à la spontanéité pure, le monde moderne a la réflexion pour se guider, s'il en veut faire usage ; le monde antique était soumis à la fatalité et son existence était limitée, le monde moderne s'éclaire à la lumière de la liberté et peut, s'il en prend la peine, se conserver (1).

(1) L'idée que nous émettons ici et que nous n'avons assurément pas la prétention de donner pour nôtre, ou pour neuve, a été exprimée tout récemment par M. Littré, dans son discours de réception à l'Académie française, séance du 5 juin 1873 : — « Justement, ce qui manqua à la civilisation ancienne, ce fut de n'avoir qu'un passé et point d'avenir, à la différence de la civilisation moderne, qui est d'autant plus sûre de son avenir, qu'elle connaît mieux son passé. »

Si nous jetons un coup-d'œil sur l'antiquité, nous voyons que chez les Grecs l'histoire n'a été, même dans sa plus grande perfection, qu'un simple récit des faits écrits avec toute l'élégance possible, et. dans ce genre, jamais on n'a rien produit de comparable à l'histoire de la guerre du Péléponèse de Thucydide. Chez les Romains, l'histoire fut pure affaire d'éloquence, et la vérité y fut souvent sacrifiée aux effets oratoires ; Tacite seul la prit au sérieux et il l'écrivit en moraliste, dans ce beau style qui est resté inimitable.

Saint Augustin, au v[e] siècle de notre ère, est le premier qui ait embrassé l'humanité dans une vue d'ensemble, en en rapportant toute les destinées au Dieu des chrétiens.

Douze siècles plus tard, Bossuet s'est inspiré de la même pensée dans son admirable discours sur l'histoire universelle. Nous ne pouvons nous arrêter à cette grande œuvre, qui est toute extérieure à l'homme, et, en quelque sorte, l'histoire de la divinité même.

Mais déjà, Pascal, le plus vaste génie peut-être que la France ait produit, avait jeté au monde cette belle et féconde pensée : — « Toute la suite des hommes doit être considérée comme un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement. » — Le point de vue humain était ouvert à l'homme, l'idée du progrès trouvée ; la philosophie de l'histoire allait se fonder,

Le xviii[e] siècle, en effet, s'empara de cette pensée. L'histoire changea de face. Elle cessa d'être une simple relation des faits, pour devenir tout à la fois une étude de l'homme et un enseignement des peuples. Tel est le caractère principal de *la Grandeur et de la Décadence des Romains* de Montesquieu et de son livre sur l'*Esprit*

des Lois. Voltaire alla plus loin. Il saisit très-vivement le lien qui unit les nations les unes aux autres dans la durée et dans l'espace, et le but commun de perfectionnement auquel elles tendent. En écrivant l'histoire, il ne se borna pas à retracer les faits, mais il leur donna pour complément et pour éclaircissement, la politique, la religion, la philosophie, les lettres, les arts, les sciences, l'industrie et le commerce, en un mot, tous les objets de la pensée et de l'activité humaine. Dans son *Essai sur les Mœurs et l'Esprit des Nations*, le premier monument historique élevé à l'homme, c'est l'esprit humain qu'il voulut peindre, et il le fit avec un génie lumineux et une sorte d'intuition du vrai qui supplée à la science qui n'existait pas encore : mais tenu à briller et à plaire, pour faire passer ses hardiesses, il s'abandonna trop à une critique ingénieuse et spirituelle, abusa de l'arme du ridicule et s'écarta si loin de l'idée du progrès, qu'il finit par n'apercevoir dans le monde que caprice et mobilité.

Cependant, l'idée du progrès s'affermit. Elle domine tout le XVIII[e] siècle et le caractérise. Et cela se comprend : c'est, en effet, la plus grande idée générale qui ait jamais paru dans le monde.

Turgot, donna du progrès une définition très-complète et très-nette, que voici : — « Le progrès, dit-il, est continu et universel. Il comprend le peuple aussi bien que les peuples. Ce n'est pas telle ou telle partie de la nature humaine, c'est la nature humaine tout entière qui y participe. Le progrès de l'humanité, c'est l'âme qui s'élève, l'esprit qui s'instruit, la condition matérielle qui s'améliore; c'est la masse des hommes peu à peu admise à la participation des grandes pensées qui éclairent et honorent l'homme, des sentiments qui

ennoblissent et étendent sa nature, des biens nécessaires au développement de la vie morale, comme de l'existence physique. » —

Quant à la loi du progrès, le premier qui ait essayé de la formuler est Vico, dans ses *Principes d'une science nouvelle relative à la nature commune des nations.* Vico distingue dans l'histoire des différents peuples, trois âges qui se succèdent uniformément et perpétuellement : l'âge divin, enfance des nations, durant laquelle tout est divinisé, et les prêtres possèdent l'autorité; l'âge héroïque qui est le règne de la force matérielle, des guerriers, des aristocraties; l'âge humain, période de démocratie, d'industrie, de civilisation. Nous ne saurions nous élever trop fortement contre cette théorie, qui semble n'introduire le point de vue humain dans l'histoire, que pour le sacrifier à la fatalité ou à la providentialité. Elle a sa source dans l'idée d'évolution, d'après laquelle tout commence, se développe, décline, et prend fin dans l'univers. Mais cette idée même, que l'on a longtemps considérée comme une des grandes lois de la nature, est fausse. Si l'on peut disputer encore sur la question de savoir si la nature a commencé d'être, l'expérience a démontré et démontre chaque jour, qu'elle ne se détruit jamais; elle se transforme seulement. D'ailleurs, la même loi qui régit la matière inerte et passive, et les animaux réduits à l'instinct, ne peut pas être appliquée à l'être doué d'intelligence et de libre arbitre et l'idée même de progrès implique que l'homme use de ces deux attributs, qui lui sont particuliers, pour réagir contre la nature et contre lui-même. Le système de Vico, qui fait tourner l'humanité dans un cercle plus ou moins étendu, selon les temps, mais fermé, peut cependant paraître ingénieux et vrai,

si on l'applique aux nations antiques ; mais Vico lui-même n'a pu que se perdre en vains tâtonnements, lorsqu'il a voulu l'appliquer aux peuples modernes, qui ne périssent pas. On a essayé, pour le rendre acceptable, de substituer la spirale au cercle, et, par là, on s'est rapproché de la vérité de l'histoire ; mais qu'y a gagné la loi du progrès ?

Si Vico n'a pas trouvé la loi du progrès, au moins a-t-il eu le mérite de la chercher dans le développement même de l'homme. C'était un tort assurément, de s'arrêter là ; car l'homme est, par certains côtés, dans la dépendance de la nature, et, pour être complète, vraie, la loi du progrès doit embrasser l'homme lui-même et le monde extérieur au milieu duquel il se meut, contre lequel il lutte. Toutefois, mieux valait encore tomber dans cette erreur que de mettre l'homme dans la dépendance absolue de la nature, comme l'a fait l'Allemand Herder dans ses *Idées sur la philosophie de l'humanité*, la plus belle histoire générale qui ait encore été faite, mais dans laquelle les destinées de l'humanité sont réduites, en quelque sorte, à une question de géographie et de climat (1).

(1) La théorie de l'influence des climats, émise d'abord par Montesquieu, a sa valeur : il est certain, par exemple, qu'un peuple aura plus ou moins d'énergie dans le travail, selon la température du climat qu'il habite. L'influence de la constitution du sol a sa valeur aussi ; elle détermine évidemment tel peuple à se livrer à l'agriculture, tel autre à se livrer à l'industrie, tel autre à se livrer à la navigation. Mais ces influences ont été singulièrement exagérées par Herder et plus encore par ses disciples. M. V. Cousin ne s'est-il pas vanté de pouvoir indiquer, d'après la seule inspection d'une carte géographique, les mœurs et les aptitudes de toutes les contrées ?

Chez nous, je ne connais que MM. Pierre Leroux et 'roudhon qui aient cherché la loi du progrès.

D'après la théorie de Pierre Leroux, chaque terme e la série historique est supérieur à celui qui le prééde et inférieur à celui qui le suit : en telle sorte que e progrès est inévitable et va à l'infini. Ce n'est guère à qu'une variante améliorée du système de Vico, ou ilutôt encore une simple constatation de la continuité lu progrès.

Selon Proudhon : — Le progrès est le perfectionnement de l'humanité par elle-même ; la décadence est a corruption de l'humanité par elle-même. Le perfecionnement ne peut venir que du fait de la liberté ; la orruption que de l'apostasie de la liberté à laquelle ien dans la nature et dans l'humanité ne résiste. — l'est là une conception très-haute, et la seule vraie, iarce qu'elle comprend l'homme tout entier, matière t esprit, et aussi le monde extérieur. Le progrès ne lépend aucunement de la fatalité ; il est le produit de iotre libre arbitre, de notre énergie dans la lutte contre a nature qui nous presse de toutes parts, de nos efforts :onscients et voulus ; il croît ou il décline, suivant que nous sommes plus ou moins libres et suivant l'usage bon ou mauvais que nous faisons de notre liberté. D'où cette conséquence, que c'est l'humanité qui fait sa propre histoire et qu'elle en est responsable ; car, ainsi le veut la justice, l'unique souveraine des êtres et des choses (1).

(1) Nous laissons de côté le système de M. Auguste Comte, qui fait passer l'humanité par trois états successifs : état théologique, état métaphysique, état *positif*. Nous n'hésitons pas à avouer que nous n'avons jamais bien compris ce système. Tout ce que nous y

Mais comment arriver à faire la synthèse de l'histoire, si l'on prend un point d'appui aussi peu tangible, aussi variable que la liberté ? Comment le libre arbitre qui est, de son essence, contraire à toute loi extérieure et n'en reconnaît d'autres que celle qu'il se crée lui-même, deviendrait-il le principe général qui coordonnerait toutes les parties de l'histoire. Comment appliquer la méthode expérimentale, en dehors de laquelle il n'y a pas de science certaine, à cette faculté mobile dont les contradictions perpétuelles défient non-seulement tout calcul, mais toute appréciation.

La difficulté n'est pas si grande qu'elle peut le paraître tout d'abord. Si, en la place de la liberté humaine elle-même, nous prenons le fait matériel par lequel se manifeste de la manière la plus effective et la seule légitime, le moi humain, qui émancipe l'homme de la nature, qui lui ouvre la voie du progrès, qui lui donne le sentiment de sa valeur personnelle et de sa dignité, qui affirme et conserve sa liberté, le travail, de suite, nous aurons un terme de comparaison entre les faits de l'histoire, un lien des rapports qui les unissent, une mesure du progrès. Il y a mieux, le travail nous fournira à lui seul un enchaînement de faits dont la paléontologie, la dernière née des sciences, nous permet de saisir le premier anneau dans les temps historiques, qui se continue toujours et ne se brisera

avons vu, et peut-être nous trompons-nous, c'est que les événements de l'histoire s'enchaînent dans un ordre fatal qu'aucune intervention de la volonté humaine n'a jamais pu ni ne pourra jamais changer, ni modifier seulement. Cette idée n'est rien moins que la négation de l'idée de progrès.

que lorsque notre planète cessera d'exister. Si donc la liberté est la loi abstraite du progrès, le travail en est la loi concrète, et la base de la synthèse de l'histoire, ou, si mieux vous aimez, de l'histoire universelle, est trouvée.

Il est d'autant plus logique de prendre l'analyse du travail pour base de la synthèse de l'histoire que c'est le travail même qui est le point de départ de l'histoire. Elle n'a pu commencer, en effet, d'exister que lorsque les hommes se sont formés en groupes, et que ces groupes sont entrés en relation ou en lutte, c'est-à-dire lorsque le travail a pris une certaine extension. Pour qu'elle se fixât, il a fallu que l'écriture fût inventée. Mais quel travail antérieur, dont nous ne pouvons que bien difficilement nous rendre compte , quels raffinements du travail et quelle accumulation d'efforts et de recherches , suppose l'invention de l'écriture. Ce n'est donc que très-tard, et, pour le dire en passant, c'est là la raison pour laquelle le genre humain, tout ancien qu'il est, nous paraît nouveau, ce n'est donc que très-tard que l'histoire a été écrite, et elle n'a pu l'être que grâce à de grands progrès déjà réalisés par le travail.

Il est si vrai que le travail, par lequel l'humanité subsiste et se développe, est la seule base sur laquelle on puisse asseoir l'histoire que, parmi les diverses races qui peuplent le globe, la plupart n'ont pas d'histoire du tout, parce que le travail est resté chez elles à l'état rudimentaire ; quelques-unes, après avoir jeté le plus vif éclat, se sont engourdies dans l'immobilité ou bien ont décliné, parce qu'elles n'ont pas persisté à travailler ; une seule qui s'est soumise, et se soumet de

jour en jour d'avantage à la loi du travail, continue l'histoire (1).

Je laisse de côté les races dont le travail n'a jamais développé l'intelligence et les aptitudes.

De celles qui ont joué, ou jouent encore un rôle dans le monde, la plus anciennement connue est la race Chinoise qui est arrivée de bonne heure à un certain point de civilisation auquel elle s'est arrêtée, et qui paraît devoir être absorbée, dans un avenir assez prochain, par la race Indo-Européenne.

Vient ensuite la race chamitique, à peu près localisée dans l'ancienne Egypte. Cette race qui, par son caractère d'exclusivisme, se rapproche d'une manière singulièrement frappante de la race chinoise, a disparu de bonne heure parce que, à raison de sa situation intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, elle était plus exposée que la race chinoise aux coups de la race indo-européenne qui progressait toujours, alors qu'elle restait stationnaire.

La race sémitique a eu, si je puis ainsi parler, la spécialité des rénovateurs religieux. Moïse, Jésus-Christ, Mahomet sont nés et ont développé leurs doctrines dans son sein. Elle a eu son heure de civilisation dans l'antiquité, et, devenue conquérante et industrieuse sous Mahomet et ses premiers successeurs, elle a paru un instant devoir subjuguer le monde ; mais la race indo-européenne l'a refoulée. Elle est retombée à l'état nomade et à l'organisation patriarcale primitive. Toute sa splendeur passée s'est évanouie dans un fanatisme

(1) Voir le livre remarquable de sir John Lubbock : *les Origines de la civilisation.* »

[redacted]

mbécile pour tout ce qui n'est pas sectateur du prophète Mahomet ; et, si le christianisme, qui a eu chez elle sa première origine, s'est conservé, c'est parce qu'il avait en lui quelques-unes des idées helléniques et que la race indo-européenne s'est donnée la mission de le propager.

Je ne parle que pour mémoire de la race tartaro-finnoise qui a paru dans l'histoire après toutes les autres et qui ne s'est distinguée que par la persistance de la férocité de son caractère et par son antipathie pour le travail. Elle règne aujourd'hui encore à Constantinople, mais une décrépitude prématurée et irrémédiable la condamne à disparaître.

La race vraiment historique, celle qui a occupé, soumis, transformé le monde, depuis les temps les plus reculés que nous connaissions jusqu'à nos jours, c'est la race indo-européenne, autrement dite Aryenne, du lieu de son existence présumée (1), celle à laquelle nous appartenons. Chez cette race se sont formées et développées les civilisations antiques les plus perfectionnées, les civilisations indienne, persanne, grecque, romaine. Chez elle se sont fondés les vastes empires de Cyrus, d'Alexandre et de Rome, qui n'ont pas subsisté, mais qui ont préparé la rénovation à venir. Chez elle s'est

(1) Je dis présumée, parce qu'aujourd'hui le doyen de la science en Belgique, M. d'Homalius d'Halloy, abandonne l'opinion traditionnelle de l'origine asiatique des Européens et soutient qu'au lieu que ce soient les Bactriens qui aient peuplé l'Europe, ce sont les Européens qui ont été s'établir dans la Bactriane et se sont répandus ensuite dans l'Orient asiatique. Cette opinion toute nouvelle mérite d'être étudiée sérieusement, mais elle ne changerait rien, si elle venait à prevaloir, à nos conclusions.

produit le mouvement des invasions qui a renouvellé le monde et répandu le sentiment de la personnalité humaine qui fait le fond de la civilisation moderne. Animée par ce sentiment d'une force d'expansion indéfinie et armée par le travail d'une force d'action incomparable, la race indo-européenne a débordé dans les mondes anciennement connus et dans les mondes nouveaux qu'elle a su découvrir, l'Amérique et l'Océanie. Elle est aujourd'hui la race la plus nombreuse, la plus étendue, la seule travailleuse, la seule civilisatrice. Elle est la race qui domine l'univers et, chaque jour, elle s'avance davantage vers la souveraineté du globe. En un mot, elle réalise la pensée de M. de Tocqueville : — « Ce monde appartient à l'énergie. » — ce qui revient à dire : au travail.

Dans l'ordre moral, politique et social, la race-indo-européenne a maintenu sa supériorité par la philosophie, par la législation, par les institutions, par les lettres, les arts et les sciences, et elle a porté ces dernières, bien qu'elle ne s'y soit appliquée avec méthode et suite que depuis un temps relativement très-court, à un degré d'avancement et d'exactitude vraiment prodigieux. Elle ne s'est montrée jusqu'ici faible et impuissante que sur un point : soit que tout concept religieux soit antipathique à sa nature, soit qu'elle ne soit pas arrivée encore à condenser et à combiner toutes les idées qu'elle a remuées pour en former une religion à elle propre et conforme à ses aptitudes, à son intelligence et à ses aspirations, elle s'est soumise, plus ou moins complétement, suivant les lieux et les époques, au concept sémitique, qui a comprimé toujours et arrêté souvent son essor.

Les races, les peuples, les sociétés plus ou moins

étendues, plus ou moins durables dont l'histoire raconte et étudie l'existence, le travail ne sert pas seulement à les faire vivre, il détermine aussi leur organisation.

Quelle est la raison d'être des sociétés, sinon le travail, la sécurité du travail, la garantie des fruits du travail à celui qui les a acquis, l'utilisation de ces fruits au moyen de l'échange dans l'intérieur de chaque société ou de société à société, l'ordre en un mot? Cet ordre, c'est le travail encore qui en donne la base, laquelle ne saurait être autre que le droit : il produit, en effet, la science, et c'est de la synthèse du travail et de la science que sort, non pas le droit lui-même, qui réside dans l'individu où il est inaliénable et imprescriptible, mais la formule du droit. Le droit formulé, la règle de l'ordre établie, c'est le travail seul qui peut en assurer le maintien. M. Guizot a eu le malheur de dire (mai 1837) : — qu'il ne restait plus d'autre frein pour le peuple entier que le frein du travail. — On ne saurait protester avec trop de vigueur contre cette parole fâcheuse. Non, le travail, la loi générale de l'humanité, n'est pas, ne peut être un frein, c'est-à-dire un moyen de compression. Une semblable idée, qui emporte ni plus ni moins le rétablissement de l'esclavage antique, est contraire à la nature des choses, à la raison, à toute notion de progrès. Le général Trochu qui, pour s'être montré fort mauvais chef d'armée, n'en est pas moins un homme de haute intelligence, a été mieux inspiré lorsqu'il a dit à l'Assemblée nationale, en mai 1872 : — « Dans le monde, il n'y a pas d'autres agents, d'autres véhicules de discipline, que le travail et l'émulation dans le travail. » — Cette observation, faite en vue de la discipline militaire, est tout aussi applicable à la discipline sociale. Le travail, le travail

dans ses variétés infinies et pratiqué par tous, voilà la vraie condition de l'ordre, tout comme l'oisiveté est la source du désordre ; (1) et quand, pour établir et conserver l'ordre, un pays a recours à la force, il peut bien obtenir une sécurité factice, mais cette sécurité ne dure que juste autant que dure la force elle-même qui la procure. Le premier et le second empires en sont des preuves éclatantes, et, pour qui va au fond des choses, la Restauration et le gouvernement de juillet le démontrent également.

Un fait, l'autorité, et un principe, la liberté, se disputent le monde depuis qu'il existe. Entre ce fait de l'autorité, qui met la force à la place du droit, et l'oisiveté, il y a corrélation intime et nécessaire. Ceux qui invoquent le prétendu principe de l'autorité, créent la force et en usent, ce sont les oisifs, ceux qui veulent ne rien faire et se conserver le privilége de vivre aux dépens de leurs semblables. De même, entre la liberté, qui est le droit, et le travail, il y a corrélation intime et nécessaire. Le travail est la source de la liberté, le moyen par lequel elle s'exerce, l'arme avec laquelle elle se défend. Il est aussi le grand niveau égalitaire. C'est par ses progrès seulement que progresse l'organisation sociale. Comment, par exemple, la bourgeoisie est-elle arrivée chez nous à la direction de la société? Par le travail, l'épargne, l'instruction que l'aisance lui a permis d'acquérir et le soin qu'elle a eu d'accroître cette instruction pour se rendre digne du pouvoir et s'y maintenir : — « Le Tiers-Etat, a dit excellement Syeyès,

(1) — « Celui qui ne fait rien, dit Franklin, est bien près de mal faire. »

est la nation qui travaille. » — Comment la bourgeoisie a-t-elle perdu la direction de la société? En s'abandonnant au goût de la richesse, en s'attachant à l'obtenir sans travailler, en s'abaissant à ne plus vivre que de monopoles et de priviléges, des places du gouvernement, des pensions des cours, en cessant de cultiver son intelligence et en laissant incultes les masses qui étaient au-dessous d'elle. Ces masses montent aujourd'hui à la place qu'occupait la bourgeoisie, mais elles ne la prendront, du moins elles ne la garderont, qu'à la condition de travailler : — « de s'associer par le travail et l'intelligence, selon les expressions de M. Charles de Rémusat, à la victoire de la pensée sur la matière et de la science sur la nature, véritable émancipation de l'humanité. » — Ces indications suffisent à montrer que c'est le travail qui règle l'organisation des sociétés et que cette organisation s'approchera d'autant plus de la perfection qu'elle s'appuiera davantage sur la loi du travail.

S'il est logique de prendre pour base de l'histoire le travail, parce que c'est par lui que se manifeste la vie des peuples, qu'elle s'assied, qu'elle se perpétue, qu'elle s'organise, il est indispensable de le faire si l'on veut arriver à la connaissance positive de la vérité.

A vouloir, pour écrire l'histoire, considérer, l'une après l'autre, les circonstances extérieures qui entourent l'homme, la conformation du sol, sa nature, le climat, les milieux, à vouloir suivre l'humanité tour à tour dans ses manifestations si variables, religions, institutions, sciences, arts, etc., en d'autres termes, à vouloir spécialiser, on risque de s'égarer et l'on s'égare toujours : témoin Voltaire que son érudition surprenante et son génie vraiment encyclopédique n'ont pas pré-

servé de l'erreur, ainsi que je vous l'ai fait remarquer déjà; témoin notre plus grand historien moderne, M. Michelet, que la fureur de tout personnifier, a jeté dans le mysticisme. Tous les historiens en sont là, il serait aisé de le prouver. Chacun d'eux a naturellement incliné du côté où le portaient, soit la spécialité de ses études, soit ses préférences théoriques, soit ses vues philosophiques, soit ses croyances religieuses, soit encore ses convictions politiques.

L'erreur devient impossible, si l'on prend pour point de départ unique le travail d'où tout sort dans le monde de l'intelligence, comme dans le monde de la matière, qui soumet de plus en plus les forces inférieures de la nature, déplace le cours des fleuves, change le relief terrestre, unit les mers, lutte contre les climats, domine les milieux où il se trouve jeté; qui produit et modifie sans cesse les sociétés et les institutions humaines, les usages, les mœurs; qui enfante et fait croître les lettres, les arts, les sciences; qui, enfin crée et développe l'agriculture, l'industrie, le commerce. C'est le tronc fertile sur la tête duquel fleurit la civilisation; à sa croissance se mesure le progrès. Figure à part, le travail embrasse les grands, les petits, tout le monde; les faits historiques, de quelque genre qu'ils soient, la paix, la guerre, les idées et les systèmes politiques, les modifications sociales, etc., se groupent tout naturellement autour de lui; et, il n'est pas jusqu'au souvenir des hommes utiles ou funestes, rois ou autres, qui ont joué un rôle dans l'histoire, qu'on ne puisse lui rattacher, non seulement sans fausser la raison, mais en se conformant strictement à sa loi.

D'un autre côté, à vouloir, pour mieux saisir le pro-

grès, trop généraliser, on tombe dans l'erreur contraire. D'abord, on écarte les particularités pour ne s'occuper que des caractères généraux et durables; puis, on divise plus ou moins arbitrairement le cours des siècles en époques marquées par quelque fait dominant où se dénote un progrès dans la masse de l'humanité; enfin, on s'élève à cette hauteur, dont parle le traducteur d'Herder, M. Edgar Quinet, d'où l'on embrasse toutes les époques, et, d'où : — « c'est à peine si l'on entend le fracas des empires, et si le bruit de la gloire individuelle arrive jusqu'à vous. » — Autre mysticisme, et qui offre de grands dangers. Cette compréhension de l'univers en un seul tout, à fait oublier la patrie et conduit au cosmopolitisme. Cette vue étendue de l'espèce humaine a fait oublier l'individu et conduit au personnalisme.

Que les peuples le veuillent ou ne le veuillent pas, qu'ils en aient on non conscience, dès qu'ils entrent en communication, ils se trouvent liés d'un lien si serré, que le bien de l'un profite aux autres et que son mal nuit à tous. Nos ancêtres de la Révolution ont eu une vue confuse de ce fait, et c'est pour cela qu'ils ont entrepris la tâche magnanime, mais irréalisable, de défendre tous les faibles de la terre. Notre philosophie, notre histoire, notre littérature du XIXe siècle, ont observé et étudié ce même fait et en ont tiré des conséquences tout aussi extrêmes, l'abdication du sentiment patriotique, condamné pour son étroitesse, et un amour indistinct de l'humanité. Une cruelle expérience vient de nous montrer combien est, non pas fausse assurément, mais prématurée, cette belle et grande conception de la fraternité des peuples et ce qu'il en coûte de se livrer légèrement aux sympathies internationales.



D'une autre part, pour exalter l'espèce, on a rabaissé l'individu, tout comme l'église catholique et, du reste, toutes les églises possibles le rabaissent pour la plus grande gloire de Dieu et la plus grande sûreté de leur propre domination. L'individu, jeté dans l'isolement, n'ayant plus d'autre mobile, d'autre intérêt que le soin de soi-même, s'est abandonné à l'égoïsme qui lui est naturel, à l'individualisme, pour employer l'expression consacrée par l'école socialiste, et est devenu étranger à toute pensée publique, impropre à toute action commune, incapable de dévouement et de sacrifice. La Révolution, qui avait pour objet principal de relever l'individu, l'a laissé à terre. Dès ce moment, c'en a été fait de la liberté. Dans l'affaissement général, l'esprit monarchique s'est repris à vivre. Quelques individualités ont paru d'autant plus grandes, que toutes étaient plus petites : elles ont ébloui, abusé, dominé la foule, et par deux fois le césarisme s'est établi dans notre pays et l'a mené à la ruine. Aujourd'hui même, l'individu est encore dans l'affaissement, et tout préparé, par son néant même, à l'obéissance passive. Ne sommes-nous pas invinciblement portés à personnifier dans tel homme ou dans tel autre, l'idéal le plus abstrait de gouvernement, la République ? Ne voyons nous pas dans beaucoup de nos départements, dans beaucoup de nos communes même, les masses irréfléchies et inconscientes, porter toute leur confiance sur quelques individualités, qui, le plus souvent, se sont mises elles-mêmes hors rang par l'intrigue et le charlatanisme ? Et si nous pénétrons dans les sociétés ouvrières des grandes villes, qui sont appelées, lorsqu'elles auront acquis l'intelligence de la tâche qu'elles ont à remplir, et seront mieux réglées, à relever la condition des travailleurs de

l'industrie, ne trouvons nous pas ce même spectacle si affligeant ?

Revenons donc à la patrie, comme nous le conseillent la sagesse et la nécessité, à la patrie que nous devons chérir avant tout et que nous avons à refaire. Revenons donc à l'individu, comme nous le conseillent les grands penseurs de notre siècle, les Channing, les Tocqueville, les Proudhon, revenons à ce frère qui est toujours sous nos yeux, avec lequel nous sommes en contact continu, dont la vertu est notre vertu, et le vice notre vice, qu'il nous faut instruire en même temps que nous-mêmes, élever, moraliser, rendre indépendant et libre, si nous voulons assurer et affermir la vraie grandeur de notre patrie.

L'individualité humaine, prise dans chacun et dans tous, voilà la réalité. C'est en elle, et non pas dans l'espèce considérée à travers le temps et l'espace, que nous pouvons constater sûrement le progrès (1). Et c'est à

(1) L'individu progresse-t-il parce que l'espèce progresse, ou bien l'espèce progresse-t-elle parce que l'individu progresse ? Cette question paraît oiseuse au premier abord, puisque l'espèce se compose de tous les individus, et que l'individu ne peut pas être pris à part et séparé de l'espèce. Elle a cependant une grande portée.

Dans l'antiquité, si nous considérons l'espèce, il est évident que la civilisation générale faisait des progrès de plus en plus sensibles et apparents; mais si nous considérons les individus, nous voyons que ces progrès ne profitaient que peu ou point à l'esclave qui pourtant faisait bien partie de l'espèce. Qu'y a-t-il eu de plus brillant, de plus admirable dans le monde, qu'Athènes au temps de Périclès ? Mais si l'on plonge ses regards au fond de la société athénienne, qu'y découvre-t-on ? Un enfer où des êtres humains travaillaient sans relâche et souffraient sans espoir.

De nos jours et chez nous, si nous considérons l'espèce, nous pou-

quoi précisément nous arriverons en prenant le travail pour base de l'histoire; car c'est par le travail que tout individu doit prendre part au combat général pour l'existence, à ce grand combat qui conserve les conquêtes faites par les générations précédentes, et en fait chaque jour de nouvelles.

S'il est un moyen sûr encore de constater le progrès, c'est le développement de la moralité : évidemment tout progrès serait funeste s'il ne produisait pas ce dé-

vons constater qu'un progrès immense s'est accompli ; mais, si nous considérons les individus, nous sommes obligés de reconnaître qu'il s'en faut de beaucoup que ce progrès se soit également réparti. Prenons, par exemple, la division du travail, cet instrument si puissant et si fécond de la production: les progrès qu'elle a réalisés pour l'espèce sont inappréciables; mais n'a-t-elle pas réduit une partie des individus à une sorte de servitude ?

La distinction que nous faisons entre l'espèce et l'individu est, au point de vue de la démocratie, d'un intérêt vital. Ajoutez les uns au bout des autres autant de zéros que vous voudrez, vous n'obtiendrez une valeur qu'à la condition de mettre au-devant une unité quelconque. De même l'espèce n'est, en elle-même, qu'une masse inerte qui demande à être dirigée et n'a de valeur qu'à la condition qu'on lui donne un guide, un maître. Prenez, au contraire, des unités ayant chacune sa valeur propre, des individus capables d'initiative, elles composeront une force, un tout qui vivra par lui-même. D'un côté est le despotisme, de l'autre la liberté. On ne forme pas une grande démocratie avec des grains de poussière, mais avec ces blocs de granit dont parlait le premier Napoléon dans un de ses rares instants de bon sens, avec des individus instruits, indépendants, libres.

On objecte que le législateur ne peut faire des lois que pour la masse, et non pour chaque individu en particulier. Sans doute. Mais les lois faites pour la masse ne peuvent-elles pas être conçues de façon à favoriser l'exhaussement et le développement des individus, de chaque individu ?

On objecte que l'individualité est d'essence monarchique. L'égoïsme, oui, mais non l'individualité qui, au contraire, est la base

veloppement, ou plutôt ce ne serait pas un progrès, mais une dégradation. La morale se fonde sur l'intérêt et le devoir, c'est-à-dire sur la fatalité et la liberté de notre nature. C'est deux puissances, c'est le travail qui les concilie, parce qu'il satisfait l'intérêt par le bien-être qu'il procure et parce qu'il est lui-même un devoir. Aussi Vauvenargues, pour avoir établi la morale sur l'action, sur le travail, est-il resté le premier de nos moralistes. Par l'invincible logique des choses, l'être intellectuel et conscient et l'être matériel, attachés l'un à l'autre d'un lien indestructible, se suivent toujours, et la morale est l'inséparable compagne du travail, à moins que quelque cause extérieure, comme le despotisme théocratique ou politique, ne la corrompe. Et c'est là une raison encore pour faire du travail la base de l'histoire.

Proudhon a écrit quelque part les lignes suivantes, dont il me semble que la justesse n'est pas contestable : — « C'est par le travail plus que par la guerre que l'homme a manifesté sa vaillance ; c'est par le travail plus que par la piété qu'il a marché à la justice ; et si quelque jour notre agissante espèce arrive à la félicité,

même d'un état républicain. Exemples : les États-Unis et la Suisse. Si la République a tant de mal à s'établir chez nous, c'est que la monarchie y a longtemps régné et qu'elle y a écrasé, pour établir sa domination, l'individualité ; c'est que, par suite, l'initiative individuelle y fait presque complétement défaut.

Nous montrerions aisément, si nous ne craignions d'allonger cette note déjà trop longue, que la considération exclusive de l'espèce conduit au système anti-humain de la sélection naturelle et du même coup au communisme, c'est-à-dire à l'esclavage appliqué à tous, et non plus seulement, comme dans les temps anciens, à une portion plus ou moins grande de l'humanité.

ce sera encore par le travail. » — Appuyons-nous donc sur le travail, comme sur un roc inébranlable, pour élever l'édifice de l'histoire. Là, nous ne trouverons pas seulement des probabilités plus ou moins grandes, seul résultat que puissent donner l'examen des faits politiques, sociaux et religieux, et le jugement des hommes, ou bien des divagations théoriques et philosophiques; nous y trouverons une démonstration mathématique tirée des choses mêmes et de la pure essence de l'intelligence humaine, en d'autres termes, la certitude historique.

Une telle histoire ne serait pas seulement la plus exacte qui se pût faire : elle serait encore la plus utile; car elle nous enseignerait par elle-même, et sans qu'il fût besoin d'y ajouter des dissertations oiseuses, nos droits et nos devoirs d'hommes. Je ne sais s'il existe actuellement un historien assez érudit, assez laborieux, assez patient, doué d'un esprit suffisamment généralisateur et d'un jugement suffisamment ferme pour composer et écrire un pareil livre, qui devrait être assez court; mais il est bien désirable que ce livre soit fait. Jamais le besoin ne s'en est fait plus vivement sentir pour nos lycées et nos colléges, pour nos écoles primaires aussi, car les intelligences les plus rudimentaires le comprendraient et le retiendraient, pour nous tous enfin, car nous y apprendrions à nous connaître, à nous juger, à nous perfectionner, à nous sauver, au lieu de confier notre sort à des monarques quelconques, — dieux de chair et d'os, qui, loin de sauver les autres, ne savent ni ne peuvent se sauver eux-mêmes (1). —

(1) Consulter, pour la partie historique du présent travail : His-

[redacted]

V.

J'ai fini, Messieurs. Puissé-je avoir fait pénétrer dans vos esprits la conviction qui m'anime! Si je n'y ai pas réussi, j'aurai du moins la satisfaction d'avoir dirigé vos méditations vers cette grande question du travail, la question vitale de notre époque, et que je ne puis quitter sans vous soumettre deux observations qui sortent, à la vérité, de l'objet même que j'ai en vue, mais que je juge capitales.

— « Ce siècle est le siècle des ouvriers, » — a dit M. Gladstone en 1868. Jamais parole ne fut plus vraie. Ce qui grandit de nos jours, ce sont les classes ou-

toire de France de H. Martin; — Essai sur l'histoire du Tiers-Etat, de A. Thierry; — Histoire des Français des divers états, de Monteil; — Histoire de l'esclavage dans l'antiquité, de H. Wallon; — Histoire des classes ouvrières, de Levasseur; — Histoire du Travail, de F. Passy (bibliothèque Franklin); — Mémoires du peuple français, d'Augustin Challamel; — Considérations sur l'histoire, par M. Ch. Dolfus, article critique de M. Nefftzer, journal *le Temps*, n° du 25 février 1873. — Sur la théorie du progrès, consulter les Contradictions économiques et la Justice dans la Révolution et l'Église, de P.-J. Proudhon.

vrières. Ce mouvement ascensionnel était facile à prévoir : il est contenu dans la loi du progrès, dans la loi du travail; la Révolution de 89 n'a pas eu, au fond, d'autre objet que de le déterminer et de l'accélérer, et nous devons être heureux de le voir s'accomplir. Mais il s'accomplit dans des conditions bien regrettables, et, pourquoi ne pas le dire? dans des conditions terribles. C'est que les anciennes classes dirigeantes ont été s'abaissant sous tous les rapports, tandis que les classes inférieures ont été s'élevant de plus en plus, sans acquérir un développement intellectuel et moral correspondant à leur élévation. Il n'est que trop vrai, la haute bourgeoisie a déserté son devoir de directrice de la société pour ne s'occuper que de ses propres intérêts matériels. Elle n'a créé aucune institution qui pût donner l'essor à la force vierge encore et inépuisable des classes ouvrières, de ces classes qui ont le nombre pour elles, dont l'ignorance est un danger, dont les capacités développées ouvriraient pour la France une ère de prospérité sans précédents, aucune institution qui pût tout au moins régulariser leur marche ; elle ne les a pas instruites ; elle a cessé de s'instruire elle-même; elle a perdu toute supériorité autre que celle de la richesse, la richesse à laquelle elle a tout sacrifié, et qu'elle craint par dessus tout de perdre. Entre elle et la masse, il n'y a plus de point de contact : l'une et l'autre eussent dû s'aider, se pénétrer naturellement; elles en sont arrivées à ne plus se comprendre. Dans les campagnes comme dans les villes, le monde du travail se précipite en avant, poussé par le sentiment de la justice, armé de défiance, impatient de prendre sa part légitime dans le gouvernement de la société, qui en somme ne subsiste que par lui; la bour-

geoisie, aveuglée par l'égoïsme, n'a d'autre pensée que de lui barrer le chemin; et il semble qu'il n'y ait plus d'autre solution possible que l'extermination les uns par les autres des enfants d'une même patrie, qui ont tant besoin aujourd'hui de s'unir sous le même drapeau pour combattre l'étranger : extermination qui ne servirait comme toujours, quelque fût le vainqueur, qu'à enfanter des haines vivaces et conduirait infailliblement à une extermination en sens contraire. Il est temps de parer au péril. Les anciennes classes dirigeantes ne peuvent plus raisonnablement songer à ressaisir leur ancienne domination. Il leur faut donc entrer enfin, sans hésitation et sans arrière-pensée, dans le grand courant démocratique. Il leur faut se plier aux deux lois parallèles du progrès et du travail, et y chercher la conservation qu'elles ne peuvent trouver que là. Le seul parti qu'elles aient à prendre, si elles ne veulent pas être englouties dans l'abîme qui se creuse de jour en jour, et d'où sortirait on ne sait quel inconnu, est de renoncer à cette oisiveté fatale qui les a dépravées, qui a ruiné leur crédit et leur puissance, et dont le spectacle a excité, chez ceux qui travaillent, la colère, et trop souvent l'envie, en la place d'une émulation féconde. Qu'elles travaillent, elles aussi, qu'elles se remettent à s'instruire, qu'elles se dévouent à l'instruction et à l'exhaussement des classes affaissées : dès que chaque membre de la société sera devenu une individualité forte, réfléchie, désabusée en haut de l'égoïsme et en bas des chimères, aimante, pleinement capable de responsabilité, le progrès prendra son cours régulier et la paix politique et sociale sera assurée à jamais.

On parle beaucoup, depuis la Révolution, depuis 1830 surtout, des intérêts sociaux, de la propriété, de la fa-

mille, de la religion aussi, mais je veux laisser ici de côté la question religieuse. Eh bien! il n'y a véritablement qu'un intérêt social : le travail et tout ce qui en découle : la liberté du travail, la liberté et la sécurité du travailleur, la conservation des produits qu'il a acquis et du repos que doivent lui assurer ces produits. Mais cet intérêt, ce n'est pas l'intérêt d'une minorité, ni même exclusivement celui du plus grand nombre : c'est celui du riche, du savant, de l'agriculteur, de l'industriel, du commerçant, du plus humble des ouvriers, de tous, en un mot, et il ne saurait jamais être menacé que par un groupe ignoble et impuissant d'oisifs, de paresseux et d'ignorants, dont la force ira chaque jour s'amoindrissant avec les progrès de l'instruction, de l'éducation, de la moralité individuelle et publique. Et ces progrès, c'est le travail, toujours le travail, qui les produira, le travail pratiqué par tous, respecté et honoré de tous, le travail dans la liberté et la justice.

IMPRIMERIE MODERNE (BARTHIER, DIRECTEUR)
Rue Jean-Jacques-Rousseau, 61.



